UE1.8 : LE CADRE JURIDIQUE GÉNÉRAL (ARH)



Découvrez l'impact des sources légales dans le cadre de la gestion des ressources humaines en entreprise

Plongez dans l'univers fascinant des sources légales et découvrez comment elles influencent la gestion des ressources humaines. Cette formation vous permettra de **maîtriser les normes internationales**, européennes et nationales, et de comprendre leur articulation. Vous serez en mesure d'expliquer le rôle et la hiérarchie de ces sources dans l'application du droit social.

Saviez-vous que la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne peut modifier l'interprétation des normes ? Par exemple, elle a influencé la législation sociale française sur la durée du travail. Appréhender ces impacts vous aidera à **sécuriser vos pratiques professionnelles**.

Acquérir les réflexes de consultation des textes légaux est essentiel pour rester en conformité.

Ce qui vous attend dans ce module...

• **Identifier les sources légales internationales**

> Dans cette partie, vous allez **découvrir les conventions de l'OIT** et leur impact sur le droit du travail français. Vous allez également **comprendre la distinction entre règlements et directives européennes**, ainsi que l'influence de la jurisprudence de la CJUE sur la législation sociale.

• **Expliquer la hiérarchie des normes**

> Ensuite, vous allez **analyser la position de la Constitution** dans la hiérarchie des normes. Vous allez aussi **identifier les textes majeurs** comme le Code du travail et la Loi de financement de la Sécurité sociale, et comprendre leur rôle dans l'application du droit social.

• **Appréhender l'impact de la jurisprudence**

> Enfin, vous allez **étudier la portée de la jurisprudence** et son influence. Vous allez comprendre les conséquences des décisions de la Cour de cassation et des conseils de prud'hommes, notamment en matière de requalification de contrat et de rappels de salaire.

• **Acquérir des réflexes de consultation**

> Pour terminer, vous allez **explorer les outils de recherche** comme Légifrance et EUR-Lex. Vous allez apprendre à **identifier la source légale applicable** dans des cas pratiques et développer des compétences pour rester en conformité avec les obligations légales.

Introduction aux sources du droit

Bienvenue dans l'univers complexe et structuré du droit, où **chaque règle, chaque norme trouve sa source et sa justification dans un échafaudage juridique méticuleusement ordonné**. La compréhension de ce système est essentielle pour tout professionnel, car elle permet de naviguer avec assurance dans le labyrinthe législatif et réglementaire qui régit les activités économiques et sociales.

Que pensez-vous des délais de traitement des affaires judiciaires ? Avez-vous des exemples vécus à partager ?

Que pensez-vous des délais de traitement des affaires judiciaires ? Avez-vous des exemples vécus à partager ?

https://app.teachup.com/contributions/38a8043c-e378-4685-9e66-e7683124eb79

Réflexion sur l'efficacité du système judiciaire

> Les délais de traitement des affaires judiciaires en France peuvent atteindre plusieurs mois, voire années. Par exemple, en 2020, le temps moyen pour une affaire devant la chambre sociale de la Cour d'appel était de 10 mois. Cette situation peut impacter la gestion de paie, notamment en cas de litiges liés aux contrats de travail. Partagez vos réflexions sur cette réalité et son influence sur votre pratique professionnelle.

Les sources du droit national



Notion de source

La source est l'origine première. En documentation, on parle donc de source lorsqu'il s'agit de citer ou d'utiliser le document d'origine.

Par abus de langage, souvent, on entend par source tout document qui a permis d'obtenir une information, fût-il de deuxième ou de troisième main, voir même parfois, non vérifier.

C'est pour cette raison que définir ce qu'est une source du droit est important. **Est-considéré comme étant source de droit tout texte émanant d'une entité officielle habilitée à rédiger des règles à valeur normative.**

À la notion de source, il convient d'opposer celle de ressource dans tous les autres cas : un document, un lieu ou une personne qui sert de relais d'information entre la source originale et l'utilisateur.

Quelles sources du droit connaissez-vous ?

Quelles sources du droit connaissez-vous ?

- La Constitution et les lois fondamentales
- Les décrets, arrêtés et autres règlements
- Les traités et conventions internationales
- La jurisprudence des cours et tribunaux

Merci pour votre participation

> Les sources du droit fixent le cadre légal dans lequel nous évoluons. Elles comprennent les textes législatifs et réglementaires, la jurisprudence, ainsi que les traités et conventions internationaux. Connaître ces sources permet de comprendre comment elles sont structurées et ainsi assurer une veille juridique efficace et de rester en conformité avec la législation.

Les sources classiques du droit

Pour bien baliser les éléments créateurs de droit, il faut différentier les divers éléments qui peuvent agir et interagir sur l'évolution du droit :

1. **La législation** : est constituée de l' **ensemble** des règles de droit écrit ayant force obligatoire. Elle s'applique à tous les sujets de droit sans exception. La législation est structurée selon une hiérarchie définissant le pouvoir de ses composants.
2. **La coutume** : elle garde encore parfois une place, certes minime, mais elle a parfois de **effets** de droits dans des domaines pour lesquels le cadre législatif le prévoit.

3. **La jurisprudence** : qui est constituée de l'ensemble des **décisions** de justice. La jurisprudence est créatrice de droit. On trouvera ainsi des règles de droit qui sont de véritables créations jurisprudentielles, autonomes et non transcrites dans le droit écrit (législation), mais qui ont la même valeur juridique qu'un texte de loi.

La hiérarchie des normes



Quel texte figure au sommet de la hiérarchie des normes ?

Bonnes réponses

- La Constitution

Mauvaises réponses

- La directive européenne
- Les principes généraux du droit

Primauté de la Constitution dans l'ordre juridique

> La Constitution se situe au sommet de la hiérarchie des normes en France. Elle fonde l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics, et intègre des textes fondamentaux comme la Déclaration des droits de l'Homme de 1789. Toutes les autres normes, y compris les lois, doivent respecter ses dispositions.

Qu'est-ce qui caractérise les principes généraux du droit ?

Bonnes réponses

- Ils s'appliquent même sans texte

Mauvaises réponses

- Ils sont créés de toutes pièces par le juge
- Ils dépendent d'un texte législatif spécifique

Nature intrinsèque des principes généraux du droit

> Les principes généraux du droit sont des règles non écrites, reconnues par les juges. Ils tirent leur force de l'ordre juridique lui-même et s'imposent indépendamment de toute législation. Ces principes orientent l'interprétation des textes et comblent les lacunes législatives.

Les normes françaises

• La Constitution

> **La Constitution française** est le texte fondamental qui organise et régit le fonctionnement des institutions de la République française.
>
> Elle définit les règles du jeu politique, encadre l'exercice du pouvoir et garantit les droits et libertés fondamentales des citoyens. Adoptée

• Les lois

> Les lois sont des règles de droit votées par le Parlement qui encadrent la vie en société et régissent divers aspects de l'organisation publique et privée.
>
> Elles ont une portée générale et obligatoire. En France, les lois sont adoptées par l'Assemblée Nationale.

• Les décrets

> Les décrets sont des actes administratifs à caractère réglementaire pris par le pouvoir exécutif en France, c'est-à-dire principalement par le Président de la République ou le Premier ministre .

> Ils ont pour objectif de préciser, compléter ou mettre en application les dispositions législatives votées par le Parlement, ou d'exercer le pouvoir réglementaire dans des domaines ne pertinents pas de la loi.

• **Les arrêtés**

> Les arrêtés sont des actes administratifs à caractère réglementaire ou individuel, pris par une autorité administrative compétente, comme un ministre, un préfet, un maire ou tout autre représentant de l'État.
>
> Ils interviennent pour fixer des règles précises sur des sujets souvent plus locaux ou techniques que les décrets et permettent d'organiser l'application concrète des lois et des décrets dans des domaines particuliers.
>
> Il existe 3 types d'arrêtés différents :
> - **Ministériel** : Pris par un ou plusieurs ministres, ils concernent les dispositions d'application nationale et précisent les modalités techniques ou administratives de certaines lois ou décrets.
> *Exemple* : Un arrêté ministériel peut définir les normes de sécurité applicables dans les entreprises ou fixer les dates de périodes de chasse.
> - **Préfectoraux :** Pris par les préfets, représentants de l'État dans les départements ou les régions, ils s'appliquent à un territoire spécifique et concernent l'administration locale.
> *Exemple* : Un arrêté préfectoral peut réglementer la circulation routière lors d'événements spécifiques ou organiser des mesures de sécurité dans une zone précise.
> - **Municipaux** : Édictés par le maire, ils concernent l'administration des communes et sont applicables au niveau local. Ces arrêtés visent à répondre à des besoins spécifiques de la communauté locale.
> *Exemple* : Un arrêté municipal peut interdire le stationnement dans certaines rues ou réglementer les horaires d'ouverture des commerces.

Quel texte organise le fonctionnement des institutions françaises ?

Bonnes réponses

- La Constitution française

Mauvaises réponses

- Les décrets
- Les arrêtés ministériels

Texte suprême et organisation institutionnelle

> La Constitution est le texte suprême qui définit l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics en France. Contrairement aux décrets et arrêtés, qui sont des actes administratifs, la Constitution établit les principes fondamentaux du droit français et garantit les libertés individuelles.

Qui prend les arrêtés de portée nationale en France ?

Bonnes réponses

- Les ministres

Mauvaises réponses

- Le Président de la République
- Les maires

Hiérarchie et compétence des arrêtés

> Les arrêtés ministériels, pris par un ou plusieurs ministres, sont les seuls à avoir une portée nationale. Ils spécifient l'application des lois et décrets sur l'ensemble du territoire, contrairement aux arrêtés préfectoraux et municipaux qui sont limités à des zones géographiques restreintes.

À quel niveau local un arrêté municipal est-il applicable ?

Bonnes réponses

- Dans la commune

Mauvaises réponses

- Dans le département
- Au niveau national

Portée territoriale des arrêtés municipaux

> Les arrêtés municipaux, pris par le maire, ont une portée strictement locale. Ils sont exécutoires uniquement au sein de la commune qui les émet. Ils répondent aux besoins spécifiques de la communauté locale et régulent des aspects de la vie quotidienne, comme le stationnement ou les horaires des commerces.

La codification des normes

La codification des normes juridiques françaises est le processus par lequel les lois et règlements sont **organisés** et **regroupés** de manière systématique dans des codes structurés.

Ce processus vise à rendre le droit plus **accessible** , cohérent et compréhensible pour les citoyens, les professionnels du droit et les institutions.

Cette codification poursuit plusieurs objectifs :

1. **Simplification et accessibilité** : Regrouper les lois dans des codes permet de faciliter leur consultation et leur compréhension.
2. **Unification du droit** : La codification élimine les contradictions et les disparités entre les différentes lois et coutumes locales.
3. **Sécurité juridique** : Un droit codifié offre une meilleure prévisibilité, essentiel pour la confiance des citoyens et des acteurs économiques.
4. **Modernisation** : La codification est l'occasion de réviser et d'actualiser les lois pour qu'elles reflètent les évolutions de la société.

En France, la codification des normes juridiques est compilée dans des **codes** .

Nous allons voir les codes principaux existants à ce jour, mais il en existent au total environ 74.

Il existe deux catégories de codes : les codes dits "classiques" et les codes dits "modernes".

La différence entre ces types de codes tiens à la manière dont sont organisés et présentés les textes mais également dans la numérotation des articles.

La codification des codes classiques

Les premiers codes classiques ont vu le jour lors du Consulat. A cette époque sont nés plusieurs codes :
- le Code Civil (1804),
- le Code de procédure Civile (1806),
- le Code du commerce (1807),
- le Code d'Instruction criminelle (équivalent de notre actuel Code de procédure pénale, 1808),
- le Code pénal (1810).

Ce sont ces codes qui constituent le modèle de la codification dite classique.

Certains éléments de présentation sont communs à la codification classique et la codification moderne. Les textes sont rédigés sous forme d' **articles** . Dans un code classique et dans un code moderne, la division des matières traitées est toujours la même.

Un code est divisé :

1. **en livre,**
2. **titres,**
3. **et chapitres.**

Il s'agit donc d'une division du plan **sur trois niveaux .**

Il peut arriver que sous les chapitres soient créés des sections, voire des paragraphes. Cependant la triple division d'un code est toujours la même. Cette triple division joue un rôle prépondérant dans un code moderne. Il peut aussi arriver qu'au-dessus des livres, en premier niveau, existent des grandes parties.

Dans un code classique, l'ensemble des articles est numéroté en continu. Ainsi, le Code Civil d'origine voyait ses articles numérotés de 1 à 2283.

La présentation sous forme de code classique a prévalu jusqu'au milieu des années 1950. C'est vers cette époque que l'on a commencé à adopter le système de présentation des codes modernes.

Quelle est la structure de base d'un code classique ?

Bonnes réponses

- Divisé en livres, titres et chapitres

Mauvaises réponses

- Composé uniquement d'articles numérotés en continu
- Organisé en grandes parties, sections et paragraphes

Structure tripartite des codes classiques

> La structure de base d'un code classique repose sur une organisation tripartite. Elle comprend des livres, qui se divisent en titres, eux-mêmes subdivisés en chapitres.

> Cette hiérarchisation permet une classification méthodique des matières du droit et facilite la consultation des articles.

Quand le Code Civil français a-t-il été numéroté en continu ?

Bonnes réponses

- De 1 à 2283 dès 1804

Mauvaises réponses

- De 1 à 1500 lors de la Révolution française
- De 1 à 3000 suite à la réforme de 1955

Numérotation continue du Code Civil

> Le Code Civil, promulgué en 1804, a établi une numérotation continue de ses articles, de 1 à 2283. Cette méthode de structuration reflète l'approche de la codification classique de l'époque, qui privilégiait une organisation logique et linéaire des normes juridiques, facilitant ainsi leur consultation et leur compréhension.

Quelle période marque le début de la codification moderne ?

Bonnes réponses

- Milieu des années 1950

Mauvaises réponses

- Consulat avec les premiers codes classiques
- Début du XXe siècle avant les codes modernes

Transition vers la codification moderne

> La codification moderne débute au milieu des années 1950, marquant une évolution par rapport aux codes classiques établis dès le Consulat. Cette période introduit de nouvelles méthodes de structuration et de numérotation des articles, qui diffèrent de la numérotation continue des codes classiques, comme le Code Civil initial.

La codification des codes modernes

Les codes modernes sont également divisés sur trois niveaux. C'est cette division qui va fonder l'organisation.

Cependant, au lieu d'être numéroté en continu, les articles vont recevoir une numérotation qui traduit leur position dans le code par rapport aux trois niveaux indiqués.

Les articles vont recevoir **une numérotation indiciaire à trois chiffres** .

La numérotation indiciaire est une forme particulière de numérotation **discontinue** qui ne présente aucun des inconvénients de la numérotation discontinue selon une division en livres, titres, chapitres ou sections.

D'une part, le numéro se suffit à lui-même et dispense d'indiquer la partie du code dans laquelle l'article se trouve. D'autre part, la numérotation indiciaire facilite l'insertion de **modification** successives dans le code.

Le chiffre des centaines correspond au numéro du livre.
Le chiffre des dizaines correspond à celui du titre.
Le chiffre des unités correspond à celui du chapitre.

Ainsi un article du chapitre 1 du titre 1 du livre 1, prendra le numéro 111.

On donnera ensuite un numéro d'ordre à chaque article. Le tout premier article d'un code moderne sera ainsi numéroté 111-1.

Pour les codes subdivisés en parties, comme le Code général des collectivités territoriales ou le nouveau Code du Travail, un chiffre des milliers permet de repérer la partie, de sorte que l'on aura affaire au premier article numéroté 1111-1

Un code moderne prend également en compte la distinction des sources. En effet, une deuxième distinction est effectuée par rapport à la codification classique. Il fait la distinction entre les types de textes présentés.

Là où la codification classique présentait indifféremment des textes émanant de lois ou de règlements, la codification moderne va s'attacher à séparer les différentes sources de droit.

Il y aura ainsi une partie législative et une partie réglementaire. La distinction va parfois jusqu'à la séparation d'une partie réglementaire en une partie réglementaire proprement

dite (décrets en Conseil d'Etat), et d'une partie dite décrétale (décrets simples). Les numéros des articles de la partie législative seront tous précédés de la mention "L".

Et les numéros des articles de la partie réglementaire seront précédés d'un "R". Si elle est présente, la partie décrétale recevra la lettre "D".

📌 La circulaire du 30 mai 1996 relative à la codification des textes législatifs et réglementaires rappelle dans sont paragraphe 2.1.2 les distinctions possibles :

- "LO" (lois organiques)
- "L" (lois)
- "R" (décrets en Conseil d'Etat et décrets simples)
- "A" (arrêtés)

Les décrets simples sont cependant signalés par la lettre "D" et la circulaire recommande "à l'avenir" de les fondre dans la partie "R" au sein d'une même numérotation. D'autres distinctions sont proposées : les articles "R" visent les décrets en Conseil d'Etat pris en Conseil des ministres, "R" les décrets simples en Conseil d'Etat et "D" pour les décrets simples signés du Premier ministre.

Ainsi, le 1er article de la partie législative d'un code sera donc l'article L.111-1. Et le 1er article de la partie réglementaires, l'article R.111-1.

Que signifie la lettre 'L' devant un numéro d'article dans un code moderne ?

Bonnes réponses

- Article de la partie législative

Mauvaises réponses

- Article d'un décret simple
- Article de la partie décrétale

Signification de 'L' dans la codification moderne

> Dans la codification moderne des codes juridiques, la lettre 'L' précédant un numéro d'article indique qu'il appartient à la partie législative du code. Cette pratique distingue les textes de loi des autres normes comme les décrets ou arrêtés, facilitant ainsi leur identification et leur application spécifique.

À quoi correspond le chiffre des dizaines dans la numérotation d'un code moderne ?

Bonnes réponses

- Numéro du titre

Mauvaises réponses

- Numéro du chapitre
- Numéro du livre

Structure numérique des codes modernes

> Dans la numérotation d'un code moderne, le chiffre des dizaines indique le titre auquel appartient l'article. Cette méthode permet une identification précise et facilite les mises à jour du code en indiquant clairement la hiérarchie des normes.

Quelle lettre est recommandée pour signaler les décrets simples à l'avenir ?

Bonnes réponses

- La lettre 'R'

Mauvaises réponses

- La lettre 'L'
- La lettre 'A'

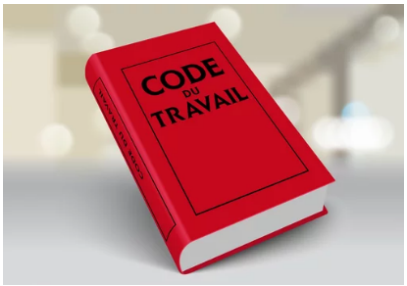
Codification et identification des décrets

> La circulaire du 30 mai 1996 préconise d'intégrer les décrets simples, auparavant désignés par 'D', dans la catégorie 'R' pour uniformiser la numérotation réglementaire et faciliter la distinction entre les différents types de textes normatifs au sein des codes modernes.

Les principaux codes juridiques actuels en France

• **Le code du travail**

> Le code du travail est le recueil des lois et règlements qui régissent les relations entre employeurs et salariés en France. Il établit les règles concernant le contrat de travail, les conditions de travail, la rémunération, la santé et la sécurité au travail, ainsi que les relations collectives du travail.
>
> Il traite :
> - **Des Contrats de travail** : Types de contrats (CDI, CDD, intérim), clauses contractuelles, période d'essai.
> - **De la Durée du travail** : Temps de travail, heures supplémentaires, repos hebdomadaire, congés payés.
> - **De la Rémunération** : Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), primes, avantages en nature.
> - **Des Conditions de travail** : Normes de santé et de sécurité, prévention des risques professionnels.
> - **Du Dialogue social** : Délégués du personnel, comités sociaux et économiques (CSE), négociations collectives.
> Licenciement et rupture du contrat : Procédures, motifs légaux, indemnités.
>
> Le code du travail permet :
> - **La protection des droits des salariés** : garantir des conditions de travail juste et équitables.
> - **La régulation du marché du travail** : équilibrer les besoins des employeurs et la sécurité des employés.
> - **La promotion du dialogue social** : encourager la négociation entre les partenaires sociaux pour améliorer les conditions de travail.



- **Le code de la santé publique**

> Le Code de la santé publique rassemble les dispositions législatives et réglementaires relatives à la santé en France.
>
> Il couvre l'organisation du système de santé, les professions médicales, la protection sanitaire, et les politiques de prévention.
>
> Il traite de :
> - **L'Organisation sanitaire** : Structures hospitalières, agences régionales de santé (ARS), établissements de santé.

- **Des Professions de santé** : Réglementation des professions médicales et paramédicales, déontologie, formation.
- **De la Prévention et promotion de la santé** : Vaccinations, lutte contre les épidémies, programmes de dépistage.
- **Des Médicaments et produits de santé** : Autorisation de mise sur le marché, pharmacovigilance, dispositifs médicaux.
- **De la Bioéthique et droits des patients** : Consentement éclairé, fin de vie, recherche biomédicale.

Le code de la santé publique permet :
- **La protection sanitaire** : Garantir un haut niveau de santé publique pour tous.
- **La réglementation des professions de santé et leurs pratiques** : Assurer la qualité et la sécurité des soins pratiqués sur l'ensemble du territoire français.
- **La promotion de la prévention** : Mettre en place des actions pour prévenir les risques sanitaires.



- **Le code de l'environnement**

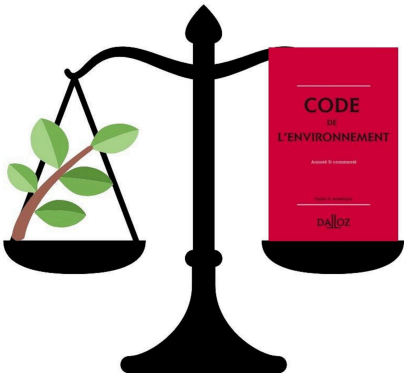
Le Code de l'environnement codifie l'ensemble des lois relatives à la protection de l'environnement en France.

Il vise à concilier le développement économique avec la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité.

Il traite de :
- **La Protection des milieux naturels** : Réglementation des espaces protégés, biodiversité, conservation des habitats.
- **De la Gestion des pollutions et nuisances** : Lutte contre la pollution de l'air, de l'eau, des sols, gestion des déchets.
- **De la Réglementation des activités à impact environnemental** : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), études d'impact.
- **De l'Énergie et climat** : Promotion des énergies renouvelables, efficacité énergétique, lutte contre le changement climatique.
- **De la Participation du public** : Droit à l'information, consultation publique, accès à la justice en matière environnementale.

Le code de l'environnement permet :
- **La préservation de l'environnement** : Protéger les écosystèmes et la biodiversité pour les générations futures.

- **L'encadrement des activités humaines** : Minimiser l'impact environnemental des industries et des infrastructures.
- **La promotion du développement durable** : Intégrer les considérations environnementales dans les politiques économiques et sociales.



- **Le code de la consommation**

Le Code de la consommation regroupe les textes législatifs qui protègent les consommateurs dans leurs relations avec les professionnels.

Il encadre les pratiques commerciales et garantit les droits des consommateurs en matière de qualité, de sécurité, et d'information.

Il traite plus particulièrement des :
- **Obligations d'Information du consommateur** : Obligations d'information précontractuelle, étiquetage, publicité.
- **Pratiques commerciales** : Réglementation des ventes à distance, démarchage, promotions, ventes pyramidales.
- **Contrats de consommation** : Conditions générales de vente, clauses abusives, garanties légales et commerciales.
- **Sécurité des produits et services** : Normes de sécurité, obligations de rappel ou de retrait de produits dangereux.
- **Moyens de paiement et crédit** : Réglementation du crédit à la consommation, prévention du surendettement.
- **Actions en justice** : Recours individuels et collectifs, médiation, sanctions administratives et pénales.

Le code de la consommation permet :
- **La protection des consommateurs** : Garantir leurs droits face aux pratiques déloyales ou abusives.
- **La transparence du marché** : Permettre aux consommateurs de faire des choix éclairés.
- **L'encouragement au développement des pratiques loyales dans les transactions** : Favoriser une concurrence saine entre les professionnels.



- **Le code général des impôts**

> Le Code général des impôts (CGI) compile l'ensemble des dispositions fiscales applicables en France.
>
> Il détaille les règles relatives aux impôts directs et indirects, aux taxes et aux contributions, ainsi que les procédures fiscales.
>
> Il traite des :
> - **Impôt sur le revenu** : Régime d'imposition des revenus des personnes physiques, barèmes, déductions, crédits d'impôt.
> - **Impôt sur les sociétés** : Régime fiscal des bénéfices des entreprises, taux d'imposition, régimes spéciaux.
> - **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** : Champ d'application, taux applicables, obligations déclaratives.
> - **Fiscalité du patrimoine** : Droits de succession et de donation, impôt sur la fortune immobilière (IFI).
> - **Fiscalité locale** : Taxes foncières, taxe d'habitation (supprimée pour les résidences principales depuis 2020 pour la majorité des contribuables).
> - **Procédures fiscales** : Déclarations, recouvrement, contrôles fiscaux, contentieux.
>
> Le code général des impôts permet :
> - **Le financement des dépenses publiques** : Assurer les ressources nécessaires au fonctionnement de l'Etat et des collectivités locales.
> - **Redistribuer les richesses** : Contribuer à la justice sociale par une fiscalité progressive.
> - **L'orientation des comportements** : Encourager ou décourager certaines activités via des incitations ou des taxes spécifiques (comme par exemple, les crédits d'impôt pour la transition énergétique).



Les sources du droit international



Introduction

Les sources du droit international sont les **fondements juridiques** qui déterminent les règles applicables **entre les sujets du droit international**, principalement les **États** et les **organisations internationale**s.

La principale référence pour identifier ces sources est l'article 38(1) du Statut de la Cour internationale de Justice (CIJ), qui énumère les sources que la Cour doit appliquer lorsqu'elle est saisie d'un différend.

Article 38 de la Cour Internationale de Justice

Article 38

1. La Cour, dont la mission est de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis, applique :

a. les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats en litige;

b. la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit;

c. les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées;

d. sous réserve de la disposition de l'Article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

2. La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer ex aequo et bono.

Les traités internationaux

Les traités internationaux sont des accords écrits conclus entre des sujets de droit international (principalement les États et les organisations internationales) et régis par le droit international.

Ils peuvent être bilatéraux (entre deux parties) ou multilatéraux (impliquant plusieurs parties).

Ils possèdent des caractéristiques qui leurs sont propres :

- **Consentement mutue**l : Les traités reposent sur l'accord libre et mutuel des parties contractantes.
- **Obligations juridiques** : Ils créent des droits et des obligations juridiquement contraignants pour les parties.
- **Formalisme** : Souvent soumis à des procédures spécifiques de conclusion, comme la signature, la ratification et l'entrée en vigueur.

Quelques exemples de traités internationaux :

- **La Charte des Nations Unies** (1945) : Traité fondateur de l'ONU, établissant les principes de coopération internationale.
- **La Convention de Vienne** sur le droit des traités (1969): Réglemente la conclusion, l'application et l'interprétation des traités.
- **Les accords de Paris** sur le climat (2015) : Accord multilatéral visant à limiter le réchauffement climatique.

Quel traité établit les principes de l'ONU ?

Bonnes réponses

- La Charte des Nations Unies de 1945

Mauvaises réponses

- La Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969
- Les accords de Paris sur le climat de 2015

Fondation et principes de l'ONU

> La Charte des Nations Unies de 1945 est le traité qui a donné naissance à l'ONU, établissant ses principes de coopération internationale. Contrairement à la Convention de Vienne ou aux accords de Paris, la Charte définit le cadre institutionnel et les objectifs de l'organisation mondiale pour la paix et la sécurité.

La coutume internationale

La coutume internationale est une pratique générale acceptée comme étant le droit. Elle résulte de **deux éléments cumulatifs** :

1. **Pratique générale** (usus) : Comportement répété et uniforme des États sur une période de temps.
2. **Acceptation comme droit** (opinio juris) : Conviction des États que cette pratique est juridiquement obligatoire.

La coutume internationale présentes des caractéristiques qui la qualifient :

- Elle est **non-écrite** : la coutume n'est pas codifiée dans un texte formel, mais est déduite des comportements des Etats.
- Elle est **universelle** ou **régionale** : elle peut être acceptée par l'ensemble de la communauté internationale ou par un groupe régional d'Etats.

- Elle peut **évoluer** avec le temps en fonction des pratiques et des perceptions des Etats.

Voici quelques exemples de coutumes internationales :
- **Immunité des chefs d'Etats** : reconnaissance coutumière de l'immunité juridictionnelle des chefs d'Etat étrangers. En effet, la coutume internationale qui s'oppose à la poursuite des États devant les juridictions pénales d'un État étranger s'étend aux organes et entités qui constituent l'émanation de l'État ainsi qu'à leurs agents en raison d'actes qui relèvent de la souveraineté de l'État concerné (Crim. 13 mars 2001).
- **Liberté de navigation en haute mer** : Principe coutumier permettant aux navires de toutes les nations de naviguer librement en haute mer.
- **Interdiction du génocide** : Considérée comme une norme coutumière impérative (jus cogens = est la caractéristique d'une règle reconnue par tous les états et à laquelle aucune dérogation n'est possible. Ce terme concerne les principes de droits réputés universels et supérieurs).

Qu'est-ce qui distingue une coutume internationale d'un traité international ?

Bonnes réponses

- Elle est non-écrite et déduite des pratiques

Mauvaises réponses

- Elle est codifiée dans un texte formel
- Elle concerne uniquement un groupe régional d'États

Distinction entre coutume et traité international

> Contrairement aux traités, les coutumes internationales ne sont pas formalisées par écrit. Elles émergent de pratiques étatiques constantes et d'une conviction collective de leur caractère obligatoire, sans nécessiter de document officiel. Elles reflètent un consensus tacite sur des normes de conduite internationale.

Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées

Les principes généraux de droit sont des principes juridiques fondamentaux communs aux principaux systèmes juridiques du monde.

Ils sont utilisés pour combler les lacunes lorsque ni un traité ni une coutume n'apportent de solution à un problème juridique.

Pour pouvoir être considérés comme tels ils doivent présenter les caractéristiques suivantes :
- **Principe d' universalité** : Ils doivent être reconnus par la majorité des systèmes juridiques nationaux.
- **Principe de complémentarité** : Ils servent de source subsidiaire pour guider les juridictions internationales.
- **Principe de responsabilité pour faute** : Il s'agit du principe selon lequel une violation du droit entraîne une obligation de réparation.

Quelle caractéristique les principes généraux de droit doivent-ils avoir pour être reconnus internationalement?

Bonnes réponses

- Principe d'universalité

Mauvaises réponses

- Principe de complémentarité
- Principe de responsabilité pour faute

Universalité: Clé de la reconnaissance juridique internationale

> L'universalité est essentielle pour qu'un principe général de droit soit reconnu au niveau international. Cela signifie qu'il doit être accepté et intégré dans la majorité des systèmes juridiques des nations. Cette caractéristique garantit son applicabilité au-delà des frontières et permet son invocation devant les juridictions internationales en l'absence d'autres sources de droit.

Les décisions judiciaires et la doctrine

Bien que considérées comme des **moyens auxiliaires** pour déterminer les règles de droit, les décisions judiciaires (jurisprudence) et la doctrine (travaux des juristes) jouent un rôle important dans l'interprétation et le développement du droit international.

Ces décisions doivent émaner des entités juridictionnelles habilitées à rendre les décisions judiciaires internationales :

- **Cour internationale de Justice (CIJ)** : Ses arrêts et avis consultatifs contribuent à clarifier le droit international.
- **Tribunaux internationaux spécialisés** : Tels que la Cour pénale internationale (CPI) ou le Tribunal international du droit de la mer (TIDM).
- **Tribunaux arbitraux** : Décisions rendues dans le cadre d'arbitrages internationaux entre États.

La doctrine, quant à elle, est composée par :
- les travaux des juristes qui produisent des analyses et des commentaires sur l'application du droit international?
- les contributions des institutions académiques comme celles émanant de l'Institut de droit International ou de la Commission du Droit International.

Les décisions judiciaires et la doctrine permettent la compréhension et l'interprétation des traités et coutumes. Elles influencent également l'évolution et le développement du droit international en proposant de nouvelles approches.

Qu'apporte la doctrine à l'évolution du droit international ?

Bonnes réponses

- Proposer de nouvelles approches et analyses

Mauvaises réponses

- Ratifier des traités internationaux
- Exécuter des décisions judiciaires

Influence de la doctrine sur le droit international

> La doctrine, constituée d'analyses et commentaires de juristes, enrichit la compréhension du droit international. Elle n'a pas pour rôle de ratifier des traités ou d'exécuter des décisions, mais d'offrir des perspectives novatrices qui façonnent l'évolution du droit.

Les actes unilatéraux des Etats

Les actes unilatéraux sont des déclarations ou des comportements d'un État qui créent des obligations juridiques pour lui, **indépendamment de tout accord avec d'autres États.**

L'Etat doit avoir l'intention de s'engager juridiquement. Ces actes unilatéraux sont souvent rendus publics pour informer la communauté internationale. Une fois l'engagement pris, l'Etat est lié par sa déclaration.

Ils peuvent avoir pour objet la reconnaissance d'un Etat ou d'un gouvernement, la renonciation à un droit ou à une revendication territoriale, la promesse de ne pas effectuer certains essais nucléaires, comme l'affaire des essais nucléaires (Australie c. France, 1974).

Qu'est-ce qu'un acte unilatéral d'un État ?

Bonnes réponses

- Une déclaration créant des obligations juridiques

Mauvaises réponses

- Un accord bilatéral avec d'autres États
- Une simple déclaration d'intention sans portée juridique

Engagement juridique unilatéral d'un État

> Un acte unilatéral d'un État est une déclaration volontaire qui engendre des obligations juridiques pour cet État sans nécessiter l'accord d'autres entités. Cet engagement est contraignant dès sa proclamation publique et peut concerner divers domaines, tels que la reconnaissance d'entités ou la renonciation à des droits.

Les résolutions des organisations internationales

Les résolutions adoptées par les organisations internationales, comme les Nations unies, peuvent influencer le droit international, bien que leur force juridique varie.

Elles peuvent présenter les caractéristiques suivantes :
- **Résolutions contraignantes** : Certaines résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sont obligatoires en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations unies.
- **Résolutions non contraignantes** : Recommandations ou déclarations de l'Assemblée générale de l'ONU ou d'autres organes.
- **Influence normative** : Peuvent contribuer au développement du droit international coutumier ou refléter l'opinio juris (elle représente un élément subjectif qui correspond à

la conscience d'être lié par une obligation juridique et la conviction que cette dernière impose un comportement spécifique).

Voici quelques exemples :
- **Résolution 242** (1967) du Conseil de sécurité : Concernant le conflit israélo-arabe.
- **Déclaration universelle des droits de l'homme** (1948) : Adoptée par l'Assemblée générale, elle a influencé le développement du droit international des droits de l'homme.

Quel est le rôle de l'opinio juris dans le droit international coutumier ?

Bonnes réponses

- Conscience d'être lié par une obligation juridique

Mauvaises réponses

- Procédure de vote pour les résolutions
- Adoption des déclarations universelles

Opinio juris et normativité internationale

> L'opinio juris est la croyance qu'une action est conforme à une obligation juridique en droit international coutumier. Elle est essentielle pour qu'une pratique d'État devienne une règle de droit coutumier, en complément de la consistance et de la généralité de cette pratique. Les résolutions internationales, bien que de force juridique variable, peuvent refléter et renforcer l'opinio juris en exprimant cette conviction juridique partagée.

Le jus cogens (normes impératives)

Le jus cogens se réfère à des normes impératives du droit international général acceptées et reconnues par la communauté internationale dans son ensemble comme des normes auxquelles aucune dérogation n'est permise et qui ne peut être modifiée que par une nouvelle norme du droit international général ayant le même caractère.

Ainsi, les normes de jus cogens se caractérisent par quatre éléments constitutifs. Ce sont :

- des règles impératives, auxquelles aucune dérogation n'est possible
- des règles du droit international général

- des règles acceptées et reconnues comme des normes auxquelles aucune dérogation n'est possible par la communauté internationale des États dans son ensemble
- des règles non immuables

Ainsi, tout traité international contraire à une norme de jus cogens est nul (article 53 de la Convention de Vienne de 1969).

Exemples :
- Interdiction du génocide
- Interdiction de la torture
- Interdiction de l'esclavage
- Interdiction de l'agression armée

Qu'est-ce que le jus cogens en droit international ?

Bonnes réponses

- Des normes impératives sans dérogation possible

Mauvaises réponses

- Des recommandations internationales sans contrainte légale
- Des traités internationaux modifiables à tout moment

Caractère impératif et inderogeable du jus cogens

> Le jus cogens désigne des règles fondamentales en droit international qui s'imposent à tous les États sans exception. Ces normes sont si cruciales qu'elles ne tolèrent aucune violation et prévalent sur tout autre accord. Elles ne peuvent être modifiées que par de nouvelles normes de même envergure.

Les "Soft law" (droit souple)

Les "soft law" englobent les instruments juridiques qui, sans être juridiquement contraignants, **influencent** le comportement des États et des autres acteurs internationaux.

Ils sont **flexibles** dans le sens ou ils permettent une adaptation rapide aux évolutions internationales. Ils ont une influence **normatives** car ils peuvent préparer le terrain pour

de **futures** obligations juridiques contraignantes. Ils sont généralement acceptés de manière **volontaire** par les Etats car ils reposent sur l'engagement moral ou politique des Etats.

Quelques exemples de Soft Law :
- Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (2011)
- Déclarations et programmes d'action issus de conférences internationales.

Quel est le rôle des 'soft law' dans le droit international ?

Bonnes réponses

- Influencer le comportement sans être contraignants

Mauvaises réponses

- Créer des lois internationales contraignantes
- Permettre une adaptation lente aux changements

Impact normatif de la 'soft law' sans contrainte légale

> La 'soft law' oriente les pratiques internationales par des recommandations ou principes qui, bien que non obligatoires, servent de référence pour l'élaboration de règles contraignantes futures. Elle reflète un consensus moral ou politique, favorisant une coopération souple entre les États.

Les sources du droit européen



Le droit européen

Les sources du droit européen sont les fondements juridiques qui régissent l'Union européenne (UE) et déterminent les règles applicables au sein de ses **États membres** .

Le droit européen, principalement le droit de l'Union européenne, est un système juridique **autonome qui prime sur les législations nationales** des États membres **dans les domaines de compétence de l'UE**. Les sources du droit européen sont hiérarchisées et comprennent des normes de différentes natures et portées juridiques.

Quel principe établit la suprématie du droit de l'UE sur le droit national?

Bonnes réponses

- Le principe de primauté

Mauvaises réponses

- Le principe de subsidiarité
- La hiérarchie des normes

Autonomie et prééminence du droit de l'UE

> Le principe de primauté du droit de l'UE établit que les normes européennes prévalent sur les droits nationaux des États membres. Cela signifie que, dans les

> matières relevant de la compétence de l'UE, les règlements, directives et décisions européens doivent être appliqués de manière prioritaire.

Dans quels domaines le droit de l'UE s'applique-t-il en priorité?

Bonnes réponses

- Dans les domaines de compétence de l'UE

Mauvaises réponses

- Dans tous les domaines sans exception
- Uniquement dans les législations nationales

Primauté du droit de l'UE dans ses compétences

> Le droit de l'UE s'applique en priorité dans les domaines où l'UE a compétence exclusive ou partagée. Cela signifie que les règles européennes priment sur les législations nationales dans ces secteurs, conformément au principe de primauté du droit de l'Union.

Le droit primaire (traités fondateurs)

Le droit primaire constitue la **base** juridique de l'Union européenne. Il est composé des **traités** fondateurs et de leurs **modifications** successives, qui établissent les principes, les objectifs, et le cadre institutionnel de l'UE :

- **Traité sur l'Union européenne (TUE)** : Signé à Maastricht en 1992, il établit l'Union européenne et définit ses objectifs et ses principes fondamentaux.
- **Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne** (TFUE) : Anciennement Traité de Rome (1957) puis Traité de la Communauté européenne, il détaille les politiques et les actions de l'UE.
- **Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne** : Devenue juridiquement contraignante avec le Traité de Lisbonne (2009), elle énonce les droits fondamentaux protégés au niveau de l'UE.
- **Protocoles et annexes** : Documents additionnels qui précisent ou modifient certaines dispositions des traités.

Ce droit primaire présentes des caractéristiques de :
- **Primauté** : le droit primaire a la plus haute valeur juridique dans l'ordre juridique de l'UE.

- **Fondement** des institutions : il établit les institutions de l'UE (Commission, Parlement, Conseil, Cour de Justice, etc.) et leurs compétences.
- **Révision** : la modification des traitées nécessite l'accord unanime des Etats membres et la ratification selon leurs procédures constitutionnelles respectives.

Ce droit primaire a pour rôle de **définir les compétences et les domaines dans lesquels l'UE peut légiférer mais également de poser les principes fondamentaux de subsidiarité, de proportionnalité, de non-discrimination, etc.** Il fournit également le cadre juridique et la base légale pour l'adoption du droit dérivé (secondaire).

Le droit dérivé (secondaire)

Le droit dérivé comprend les **actes juridiques** adoptés par les institutions de l'UE sur la base des traités. Il vise à **mettre en œuvre** les objectifs de l'UE et à harmoniser les législations nationales dans les domaines de compétence européenne.

Le droit dérivé permet d'émettre différents types d'actes juridiques comme :

- **Les règlements** qui ont une portée **générale** et obligatoire dans tous leurs éléments et ont un effet direct car ils entrent en vigueur simultanément dans tous les Etats membres sans nécessité de transposition. Par exemple : le règlement général sur la protection des données RGPD 2016/679.
- **Les directives** qui elles, ont une portée qui lient les Etats membres quant aux **résultats** à atteindre, tout en leur laissant le choix des moyens. Les directives doivent être intégrées par transposition dans le droit national dans un délai fixé. Par exemple : Directive 2008/98/CE relative aux déchets.
- **Les décisions** ont une portée **obligatoire** dans tous leurs éléments pour les destinataires qu'elles désignent (Etats membres, entreprises, particuliers). Par exemple : la Décision de la Commission européenne autorisant une aide d'Etat spécifique.
- **Les recommandations et avis** qui ne sont pas **contraignantes** juridiquement, mais peuvent influencer les comportements et l'interprétation du droit. Par exemple : la recommandation sur l'utilisation des technologies pour la lutte contre la COVID-19.

Le droit dérivé est adopté par les institutions européennes selon les procédures législatives prévues (ordinaire ou spéciale). Les règlements, directives et décisions ont une force juridique contraignante, contrairement aux recommandations et avis.

Les états membres doivent respecter et mettre en œuvre le droit dérivé conformément aux traités.

Quel acte juridique de l'UE entre en vigueur sans transposition ?

Bonnes réponses

- Le règlement

Mauvaises réponses

- La directive
- La recommandation

Effet direct des règlements de l'UE

> Les règlements de l'UE se distinguent par leur application immédiate et uniforme dans tous les États membres, sans nécessiter de transposition dans le droit national, contrairement aux directives qui requièrent une intégration législative spécifique par chaque pays membre.

Quelle est la particularité des directives de l'UE par rapport aux résultats à atteindre ?

Bonnes réponses

- Elles lient les États membres sur les résultats

Mauvaises réponses

- Elles s'appliquent immédiatement sans transposition
- Elles sont des recommandations sans force obligatoire

Directives UE et obligation de résultat

> Les directives de l'UE fixent des objectifs à atteindre pour les États membres. Ils ont la liberté de choisir les moyens pour y parvenir, mais doivent intégrer ces objectifs dans leur législation nationale par transposition, dans un délai déterminé.

Quel type d'acte juridique de l'UE est obligatoire pour ses destinataires spécifiques ?

Bonnes réponses

- La décision

Mauvaises réponses

- La recommandation
- L'avis

Portée obligatoire des décisions de l'UE

> Dans le cadre du droit dérivé de l'UE, les décisions se distinguent par leur caractère contraignant pour les destinataires désignés. Contrairement aux recommandations et avis, une décision impose des obligations précises à suivre par les États membres, entreprises ou particuliers concernés.

La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)

La CJUE assure le **respect** du droit dans l'interprétation et l'application des traités. Sa jurisprudence est essentielle dans le développement du droit de l'UE.

Elle a pour rôles l **'interprétation** du droit de l'UE au travers des arrêts préjudiciels, la Cour clarifie le sens dees dispositions

L'organisation juridictionnelle



Introduction

Les entreprises doivent se conformer à une multitude de règles et de normes juridiques dans le cadre de leur fonctionnement.

Pour anticiper et éviter les risques juridiques il est donc important de bien comprendre comment sont **organisées** les instances juridictionnelles, quels sont leurs **compétences** et quelle **valeur** ont les décisions qu'elles rendent.

Ce module va donc vous permettre de pouvoir :
- Cartographier l'organisation des juridictions
- Comprendre les principes de la hiérarchie des normes

L'organisation juridictionnelle française

L'organisation juridictionnelle française est structurée **autour de deux ordres principaux** :

1. l'ordre **judiciaire**
2. l'ordre **administratif**

Chacun de ces ordres possède ses propres juridictions et compétences spécifiques pour traiter les différents types de litiges.

L'ordre judiciaire

Cet ordre est compétant pour les litiges entre **particuliers** et pour sanctionner les infractions pénales. Il se divise en **deux branches** :

1. La banche Civile
2. La branche Pénale

La réforme de 2019

La réforme de l'organisation judiciaire en France, qui a conduit à la création du Tribunal Judiciaire, date de 2019.

Cette réforme a été mise en œuvre par la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, également connue sous le nom de **"loi Belloubet"** , du nom de la ministre de la Justice de l'époque, Nicole Belloubet.

Cette réforme a eu pour effet de :

- **La création du Tribunal judiciaire (TJ)** : les Tribunaux d'Instance (TI) et des Tribunaux de Grande Instance (TGI) ont fusionné : Avant la réforme, les TI et les TGI étaient deux juridictions distinctes. Les TI traitaient les petits litiges civils et certains litiges pénaux mineurs, tandis que les TGI traitaient les litiges civils plus importants et les affaires pénales plus graves. La réforme a fusionné ces deux juridictions en une seule, le Tribunal Judiciaire, pour simplifier et rationaliser l'organisation judiciaire.
- **La réorganisation des juridictions spécialisées** :

  - *Tribunal de Proximité (TP)* : Création de cette nouvelle juridiction pour traiter les petits litiges civils et pénaux, avec une compétence limitée aux litiges dont le montant est inférieur à 10 000 euros.
  - *Tribunal Paritaire des Baux Ruraux (TPBR)* : Maintenu pour les litiges relatifs aux baux ruraux.
  - *Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale (TASS)* : Maintenu pour les litiges relatifs à la sécurité sociale.
  - *Tribunal du Contentieux de l'Incapacité (TCI)* : Maintenu pour les litiges relatifs à l'incapacité.

- **La simplification des procédures** : La réforme a également visé à simplifier les procédures judiciaires pour rendre la justice plus accessible et plus rapide. Cela inclut des mesures pour dématérialiser certaines procédures, encourager la médiation et l'arbitrage, et réduire les délais de traitement des affaires.
- **Le renforcement de la spécialisation** : La réforme a également cherché à renforcer la spécialisation des magistrats et des juridictions pour améliorer la qualité des décisions et l'efficacité du système judiciaire.

Cette réforme a été mise en œuvre progressivement, avec des adaptations et des ajustements pour répondre aux besoins et aux défis du système judiciaire français.

Les objectifs de cette réforme visent à réduire la complexité de l'organisation judicaire, d'améliorer l'efficacité du système judiciaire en réduisant les délais de traitement des affaires, rendre la justice plus accessible aux citoyens en simplifiant les procédures et en encourageant les modes alternatifs de règlement des conflits.

Quel tribunal traite les litiges de moins de 10 000 euros ?

Bonnes réponses

- Tribunal de Proximité

Mauvaises réponses

- Tribunal Judiciaire
- Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale

Fonctionnement du Tribunal de Proximité

> Le Tribunal de Proximité a été créé dans le cadre de la réforme de 2019 pour traiter les petits litiges civils et pénaux. Sa compétence est limitée aux affaires dont le montant est inférieur à 10 000 euros. Cette juridiction vise à simplifier l'accès à la justice pour les citoyens en offrant une solution rapide et adaptée aux litiges de faible envergure, tout en allégeant la charge des autres tribunaux.

Quelle loi a créé le Tribunal Judiciaire en 2019 ?

Bonnes réponses

- Loi n° 2019-222

Mauvaises réponses

- Loi n° 2018-123
- Loi n° 2020-456

Fusion des juridictions pour une justice simplifiée

> La loi n° 2019-222, adoptée le 23 mars 2019, a instauré le Tribunal Judiciaire en fusionnant les Tribunaux d'Instance et de Grande Instance. Cette réforme vise à simplifier l'organisation judiciaire en France, en rendant la justice plus accessible et efficace. Elle a également introduit des juridictions spécialisées et des procédures simplifiées pour traiter les litiges de manière plus rapide et adaptée aux besoins des citoyens.

Pourquoi la réforme de 2019 a-t-elle fusionné les TI et TGI ?

Bonnes réponses

- Pour simplifier l'organisation judiciaire

Mauvaises réponses

- Pour augmenter le nombre de tribunaux
- Pour réduire les compétences des magistrats

Fusion des juridictions pour une justice plus efficace

> La fusion des Tribunaux d'Instance et des Tribunaux de Grande Instance en un Tribunal Judiciaire vise à simplifier l'organisation judiciaire. Cette démarche permet de traiter les litiges de manière plus cohérente et d'améliorer l'accès à la justice. En regroupant ces juridictions, la réforme facilite également la gestion des affaires et réduit les délais de traitement, rendant ainsi la justice plus accessible aux citoyens.

Les juridictions civiles de première instances

• Le Tribunal Judiciaire

> Depuis la réforme de 2020, il fusionne les tribunaux de grande instance et d'instance. Il est compétent pour les litiges civils de droit commun et certains litiges spécifiques, avant tout appel ou recours.
>
> Il traite des litiges :

> - de droit civil : les contrats, la responsabilité civile, etc.
> - de droit de la famille : divorce, succession, etc.
> - de droit immobilier : bail d'habitation, copropriété, etc.
> - de droit commercial : sauf ceux relevant du Tribunal de commerce.



• **Le Tribunal de Commerce**

> Ce tribunal est spécialisé dans les litiges entre commerçants ou relatifs aux actes de commerce.
>
> Il traite des litiges :
> - entre commerçants
> - relatifs aux actes de commerce : achats, ventes, etc.
> - concernant les procédures collectives : redressement judiciaire, liquidation judiciaire, etc.



• **Le Conseil des Prud'Hommes**

> Traite des conflits individuels entre employeurs et salariés liés aux contrats de travail tels que :
> - les licenciements
> - les salaires et primes
> - les conditions de travail



• **Le Tribunal paritaire des Baux Ruraux**

> Il traite des litiges relatifs aux baux ruraux entre propriétaires et exploitants agricoles tels que :
> - la location des terres agricoles : les récoltes, les dépenses liées à l'entretien des terres

> - les cessions de bail à un tiers
> - les baux de longue durée ou projets agricole de grande envergure
> - la révision des loyers
> - l'entretien des terres ou des bâtiments
>
> Les baux ruraux sont des contrats de location de terres agricoles ou de bien immobiliers à usage agricole. Ils sont régis par le Code Rural et de la Pêche maritime en France. Ces baux sont caractéristiques et se distinguent des baux d'habitation ou des baux commerciaux.



Quel tribunal gère les litiges de droit immobilier ?

Bonnes réponses

- Le Tribunal Judiciaire

Mauvaises réponses

- Le Tribunal de Commerce
- Le Conseil des Prud'Hommes

Compétences du Tribunal Judiciaire en matière immobilière

> Le Tribunal Judiciaire est compétent pour les litiges de droit immobilier, notamment ceux relatifs aux baux d'habitation et à la copropriété. Il a été créé suite à la fusion des tribunaux de grande instance et d'instance en 2020. Ce tribunal traite des conflits civils de droit commun, ce qui inclut les questions liées à la propriété et à l'usage des biens immobiliers.

Qui traite les conflits liés aux contrats de travail ?

Bonnes réponses

- Le Conseil des Prud'Hommes

Mauvaises réponses

- Le Tribunal de Commerce

- Le Tribunal Judiciaire

Rôle du Conseil des Prud'Hommes dans les litiges

> Le Conseil des Prud'Hommes est la juridiction compétente pour résoudre les conflits entre employeurs et salariés concernant les contrats de travail. Il traite des questions telles que les licenciements, les salaires, les primes et les conditions de travail. Cette juridiction est essentielle pour garantir les droits des travailleurs et assurer un équilibre dans les relations professionnelles.

Quelle juridiction s'occupe des litiges entre commerçants ?

Bonnes réponses

- Le Tribunal de Commerce

Mauvaises réponses

- Le Tribunal Judiciaire
- Le Conseil des Prud'Hommes

Litiges commerciaux et leur juridiction appropriée

> Le Tribunal de Commerce est la juridiction compétente pour traiter les litiges entre commerçants. Il s'occupe des différends relatifs aux actes de commerce, tels que les achats et ventes, ainsi que des procédures collectives comme le redressement ou la liquidation judiciaire. Cette spécialisation permet une meilleure compréhension des enjeux commerciaux et une résolution adaptée des conflits dans le domaine du commerce.

Les juridictions pénales de première instance

• Le tribunal de police

> Ce tribunal est compétent pour toutes les contraventions de la 1ère à la 5ème Classe telles que les infractions :
> - du Code de la route
> - du Code de l'urbanisme
> - du Code de la Santé publique
> - du Code de l'environnement
> - du Code pénal pour les infractions relatives au tapage nocturne, ivresse sur la voie publique, etc.



• **Le tribunal correctionnel**

> Ce tribunal est compétent pour les délits passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans.



• **La Cour d'Assise**

> Elle juge les crimes, c'est à dire les infractions les plus graves, souvent passibles de réclusion criminelle à perpétuité.



Quelle peine maximale le tribunal correctionnel peut-il imposer ?

Bonnes réponses

- 10 ans

Mauvaises réponses

- 5 ans
- 15 ans

Peines et compétences du tribunal correctionnel

> Le tribunal correctionnel est chargé de juger les délits, qui sont des infractions plus graves que les contraventions. Pour ces délits, la peine maximale qu'il peut imposer est de 10 ans d'emprisonnement. Cette compétence se distingue de celle du tribunal

> de police, qui traite des contraventions, et de la Cour d'Assise, qui s'occupe des crimes les plus graves.

Quel tribunal juge les contraventions de la 5ème classe ?

Bonnes réponses

- Le tribunal de police

Mauvaises réponses

- Le tribunal correctionnel
- La Cour d'Assise

Compétence du tribunal de police

> Le tribunal de police est spécifiquement désigné pour traiter les contraventions, y compris celles de la 5ème classe. Ces infractions peuvent inclure des violations du Code de la route, du Code de l'urbanisme, ainsi que des comportements tels que le tapage nocturne ou l'ivresse sur la voie publique. Ainsi, ce tribunal joue un rôle essentiel dans la gestion des infractions mineures.

Pour quel type d'infractions la Cour d'Assise est-elle compétente ?

Bonnes réponses

- Les crimes

Mauvaises réponses

- Les délits
- Les contraventions

Les infractions jugées par la Cour d'Assise

> La Cour d'Assise est compétente pour juger les crimes, qui sont les infractions les plus graves. Ces infractions incluent des actes tels que le meurtre, le viol ou d'autres délits graves, souvent passibles de réclusion criminelle à perpétuité. Contrairement aux contraventions et aux délits, qui relèvent respectivement du tribunal de police et du tribunal correctionnel, les crimes nécessitent une juridiction spécialisée.

Les juridictions du deuxième degrés - Les Cours d'Appel

Elles correspondent aux **Cour d'Appel** qui sont en charge d'examiner les affaires déjà jugées en première instances pour vérifier la correcte application du droit et réévaluer les faits.

La juridiction suprême - La Cour de Cassation

Elle est la plus **haute** juridiction de l'ordre judiciaire. Elle ne rejuge jamais les faits mais contrôle la stricte conformité des décisions des cours d'appel aux règles de droit, c'est à dire le bon respect des procédures.

L'ordre Administratif

Cet ordre traite des litiges impliquant **les personnes publiques** (Etat, collectivités territoriales, établissements publics) **et les particuliers**.

Tout comme l'ordre judiciaire, l'ordre administratif comporte **deux** degrés.

1 - Les juridictions administratives de première instance :
- *Le tribunal administratif* : qui juge les recours contre les décisions administratives (arrêtés, décisions des collectivités locales, etc.

2 - Les juridictions administratives du deuxième degré :
- *La Cour administrative d'appel* : qui réexamine les jugements rendus en première instance des tribunaux administratifs.

3 - La juridiction suprême
- Le Conseil d'Etat : il est la plus haute juridiction administrative. Il juge en dernier ressort les litiges administratifs et joue un rôle consultatif auprès du gouvernement pour les projets de loi et de certains décrets.

Quel tribunal juge les recours contre les décisions administratives ?

Bonnes réponses

- Le tribunal administratif

Mauvaises réponses

- La Cour administrative d'appel
- Le Conseil d'Etat

Rôle du tribunal administratif dans les litiges

> Le tribunal administratif est la juridiction de première instance qui traite les recours contre les décisions administratives. Il est compétent pour juger les litiges impliquant des personnes publiques, comme l'Etat ou les collectivités territoriales. Les décisions rendues par le tribunal peuvent être contestées devant la Cour administrative d'appel, qui examine les jugements en appel.

Quelle cour réexamine les jugements des tribunaux administratifs ?

Bonnes réponses

- La Cour administrative d'appel

Mauvaises réponses

- Le Conseil d'Etat
- Le tribunal administratif

Rôle de la Cour administrative d'appel

> La Cour administrative d'appel est la juridiction qui intervient après le tribunal administratif. Elle a pour mission de réexaminer les jugements rendus en première instance, permettant ainsi un contrôle des décisions administratives. Ce processus est essentiel pour garantir que les litiges impliquant des personnes publiques soient traités de manière juste et équitable, renforçant ainsi la confiance dans l'ordre administratif.

Qui joue un rôle consultatif pour les projets de loi gouvernementaux ?

Bonnes réponses

- Le Conseil d'État

Mauvaises réponses

- Le Tribunal administratif
- La Cour administrative d'appel

Rôle du Conseil d'État dans la législation

> Le Conseil d'État, en tant que plus haute juridiction administrative, a pour mission de conseiller le gouvernement sur les projets de loi. Son rôle consultatif est essentiel pour garantir la conformité des textes aux principes juridiques et administratifs. En examinant les projets de loi, il contribue à la qualité de la législation et à la protection des droits des citoyens face aux décisions des personnes publiques.

Les juridictions spécifiques et autres instances

• Le conseil Constitutionnel

> Il veille à la conformité des lois à la Constitution. Il peut être saisi pour contrôler la constitutionnalité des lois avant leur promulgation ou via une question prioritaire de constitutionnalité (QPC).

• La Cour de Justice de la République

> Elle est compétente pour juger les crimes ou délits commis par les membres du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions.

• La Haute Cour

> Elle intervient en cas de manquement du Président de la République à ses devoirs manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat.

• Le tribunal des Conflits

> On retrouve ce tribunal au sommet des deux ordres (judiciaire et administratif). Il est en charge de trancher les conflits qui pourraient survenir entre les deux ordres de juridiction, soit conflit positif (chaque ordre revendique de juger le litige), soit conflit négatif (chaque ordre renvoie le litige devant l'autre).

Quel est le rôle du Conseil Constitutionnel ?

Bonnes réponses

- Contrôler la constitutionnalité des lois

Mauvaises réponses

- Contrôler l'application des décrets
- Contrôler la légalité des règlements

Fonction de vérification des lois

> Le Conseil Constitutionnel joue un rôle essentiel dans la protection de la Constitution. Il s'assure que les lois adoptées par le Parlement respectent les principes constitutionnels. Avant leur promulgation, il peut être saisi pour examiner leur conformité. De plus, il peut intervenir à travers une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) pour vérifier si une loi est conforme aux droits et libertés garantis par la Constitution.

Qui peut juger les délits des membres du gouvernement ?

Bonnes réponses

- La Cour de Justice de la République

Mauvaises réponses

- Le conseil Constitutionnel
- La Haute Cour

Compétence de la Cour de Justice de la République

> La Cour de Justice de la République est l'instance chargée de juger les crimes et délits commis par les membres du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions. Cette juridiction spécifique assure ainsi un contrôle sur les actions des membres du gouvernement, garantissant que ceux-ci soient tenus responsables de leurs actes dans le cadre de leurs responsabilités officielles.

Quelle juridiction résout les conflits entre ordres judiciaire et administratif ?

Bonnes réponses

- Le tribunal des Conflits

Mauvaises réponses

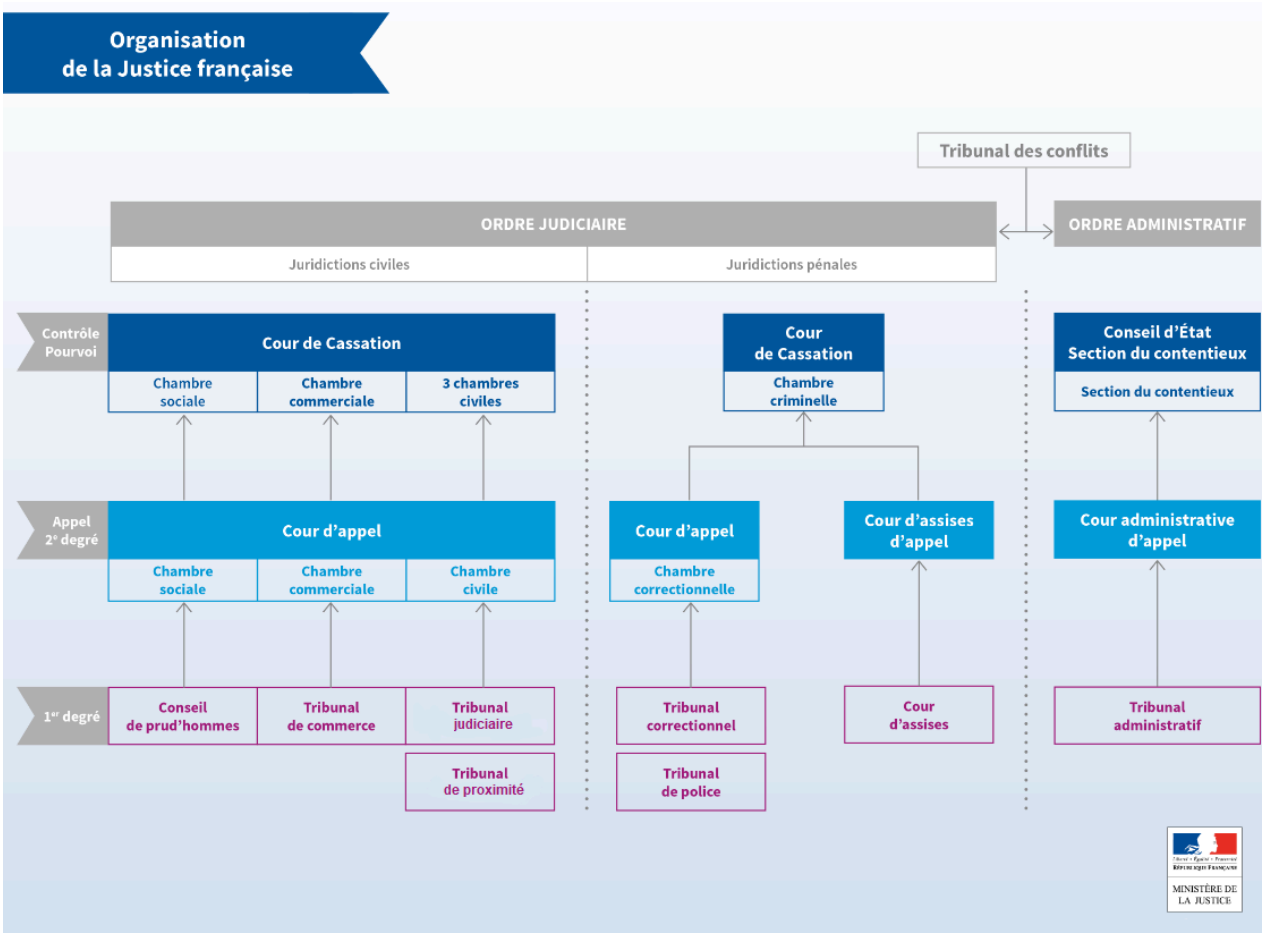
- Le conseil Constitutionnel
- La Cour de Justice de la République

Rôle du tribunal des Conflits

> Le tribunal des Conflits est une juridiction essentielle qui intervient pour résoudre les conflits entre les ordres judiciaire et administratif. Il a pour mission de trancher les litiges lorsque chaque ordre revendique la compétence pour juger une affaire, que ce soit dans un conflit positif ou négatif. Cette fonction permet d'assurer une meilleure coordination entre les deux systèmes juridiques.

Schéma de l'organisation juridictionnelle française

> Crédits : Ministère de la Justice



La jurisprudence



La jurisprudence

La jurisprudence définit **l'ensemble des décisions** rendues par les juridictions, principalement par les cours supérieures (Cour de cassation, Conseil d'État, Cour européenne des droits de l'Homme, etc.), qui sont utilisées comme références pour résoudre des situations similaires.

Elle constitue une **source** du droit et fait référence dans l'interprétation des textes législatifs et réglementaires.

Quel rôle joue la Cour de cassation dans la jurisprudence ?

Bonnes réponses

- Elle unifie l'interprétation du droit

Mauvaises réponses

- Elle crée de nouvelles lois
- Elle annule les décisions des tribunaux

Unification de l'interprétation du droit

> La Cour de cassation joue un rôle essentiel dans la jurisprudence en unifiant l'interprétation du droit. En examinant les décisions des juridictions inférieures, elle assure une cohérence dans l'application des lois. Cela permet de garantir que des situations similaires soient traitées de manière uniforme, renforçant ainsi la sécurité juridique et la prévisibilité des décisions judiciaires.

Quel est l'impact de la jurisprudence sur le droit ?

Quel est l'impact de la jurisprudence sur le droit ?

- Elle clarifie le droit existant
- Elle est une source de droit secondaire
- Elle peut créer de nouvelles règles
- Son influence est limitée aux cas jugés

Merci pour votre réponse

> La jurisprudence, ensemble des décisions de justice, joue un rôle crucial dans l'application du droit. Elle guide l'interprétation des textes législatifs et réglementaires, et parfois comble les lacunes de ces derniers. Les cours supérieures, telles que la Cour de cassation ou le Conseil d'État, établissent des précédents qui servent de référence pour des cas similaires.

Les principales caractéristiques de la jurisprudence

• **L'interprétation des lois**

> La jurisprudence intervient lorsqu'un **texte de loi est ambigu**, imprécis ou sujet à plusieurs interprétations.
>
> Les juges interprètent alors la loi en fonction du contexte spécifique de l'affaire.
>
> Ainsi, une même loi peut être interprétée différemment en fonction des évolutions sociales, économiques ou politiques.



• **Complément au droit écrit**

> Même si la France est un pays de droit écrit (le droit repose principalement sur des textes de loi comme le Code civil, le Code pénal, etc.), la jurisprudence joue un rôle complémentaire. Elle permet de combler les lacunes législatives et de clarifier l'application des lois.

• **Autorité relative**

> En droit français, la jurisprudence n'a pas la même force contraignante que la loi.
>
> Elle ne crée pas directement des règles de droit, mais elle a une autorité persuasive.
>
> Toutefois, **les décisions des juridictions supérieures**, notamment celles de la *Cour de cassation* et du *Conseil d'État*, ont une influence importante, car elles uniformisent l'application du droit sur tout le territoire français.

> Par conséquent, bien que les juges ne soient pas obligés de suivre la jurisprudence, **ils s'y réfèrent souvent pour garantir une cohérence dans les décisions judiciaires.**

• **Évolution du droit**

> La jurisprudence est un vecteur important de l'évolution du droit.
>
> À travers les décisions rendues par les juges, certaines interprétations peuvent devenir des normes dans la pratique judiciaire, voire influencer les législatives pour modifier ou compléter les lois.
>
> Les juges, par leurs décisions, adaptent donc le droit aux réalités contemporaines, notamment face à des situations nouvelles qui ne sont pas encore encadrées par des textes législatifs.

Pourquoi les juges se réfèrent-ils souvent à la jurisprudence ?

Bonnes réponses

- Pour garantir la cohérence judiciaire

Mauvaises réponses

- Pour éviter les erreurs judiciaires
- Pour suivre les tendances sociales

Rôle de la jurisprudence dans la cohérence judiciaire

> Les juges se réfèrent à la jurisprudence pour assurer une application uniforme des lois. En interprétant des textes parfois ambigus, ils s'appuient sur des décisions antérieures pour guider leur jugement. Cela permet de combler les lacunes du droit écrit et d'adapter les règles aux évolutions sociétales. Ainsi, la jurisprudence contribue à la stabilité et à la prévisibilité des décisions judiciaires, favorisant une cohérence dans le système juridique.

Les différentes appellations des décisions de justice et leur portée juridique

Le terme « décision de justice » est un terme générique qui englobe plusieurs types de décisions rendues par les différentes juridictions en France.

Cette terminologie est souvent utilisée et n'est pourtant pas juste.

Chaque décision porte une appellation spécifique en fonction de l'instance qui la rend, et sa portée juridique peut varier.

Le jugement

> Le jugement est une décision rendue par une juridiction de premier degré (ou de première instance).

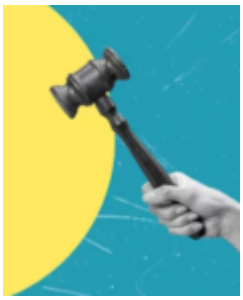


1. Prononcé par les Tribunaux



> Les jugements sont prononcés par les :
>
> - Les tribunaux judiciaires (anciennement Tribuneaux de grande instance et tribunaux d'instance)
> - Les tribunaux de cormmerce
> - Les Conseils des Prud'Hommes
> - Les Tribunaux correctionnels pour les infractions pénales

2. La valeur en droit



Le jugement peut être contesté par un appel devant une juridiction de second degré (cour d'appel), sauf dans certains cas où les décisions en premier ressort sont rendues en dernier ressort.

Tant qu'un jugement n'est pas définitif (c'est-à-dire qu'il n'a pas été confirmé par une juridiction d'appel ou qu'il n'a pas été frappé d'appel dans les délais) , il ne constitue pas une source incontestable de droit.

Quel tribunal prononce les jugements en matière prud'homale ?

Bonnes réponses

- Le Conseil des Prud'Hommes

Mauvaises réponses

- Le Tribunal de commerce
- Le Tribunal correctionnel

Les tribunaux compétents en matière prud'homale

En matière prud'homale, les jugements sont rendus par le Conseil des Prud'Hommes, qui est une juridiction spécialisée. Ce tribunal traite des litiges entre employeurs et salariés concernant les contrats de travail. Les décisions prises par ce Conseil peuvent être contestées par appel devant une cour d'appel, sauf si elles sont rendues en dernier ressort. Ainsi, le Conseil des Prud'Hommes joue un rôle essentiel dans la résolution des conflits du travail.

Quelle instance confirme ou infirme un jugement en appel ?

Bonnes réponses

- La cour d'appel

Mauvaises réponses

- Le tribunal administratif
- Le conseil d'État

Rôle de la cour d'appel dans le jugement

> La cour d'appel est la juridiction compétente pour examiner les jugements rendus par les tribunaux de premier degré. Elle a pour mission de confirmer ou d'infirmer ces décisions. Si un jugement est contesté, il peut être porté en appel devant cette cour, sauf dans les cas où le jugement est rendu en dernier ressort. Ainsi, la cour d'appel joue un rôle essentiel dans le système judiciaire en garantissant un contrôle des décisions.

L'Arrêt

> Un arrêt est une décision rendue par une juridiction supérieure.
> - La valeur en droit pour les arrêts de la Cour d'Appel peuvent être contestés devant la Cour de Cassation.
> - Les arrêts de la Cour de Cassation ont une portée plus large car ils sont souvent utilisés pour établir une interprétation uniforme des lois. Bien que la Cour de Cassation ne juge pas les faits, elle vérifie si les juges du fon ont bien appliqué le droit. Un arrêt de cassation ou de rejet par cette cour constitue une source de droit particulièrement importante.



1. La Cour d'Appel



> Elle rend des arrêts qui réexaminent les décisions rendues en première instance, tant sur le fond que sur la forme.

2. La Cour de Cassation

> Elle rend des arrêts qui se concentrent exclusivement sur la bonne application du droit, sans réexaminer les faits.

3. Le Conseil d'Etat



> Il rend des arrêts en matière de droit administratif.

4. La Cour d'Assises



> Elle est une juridiction de premier degré pour les crimes, qui **rend également des arrêts.**

Quel rôle joue la Cour de Cassation dans l'uniformisation du droit ?

Bonnes réponses

- Elle établit une interprétation uniforme des lois

Mauvaises réponses

- Elle réexamine les faits des affaires
- Elle juge les crimes en premier degré

Rôle de la Cour de Cassation dans le droit

> La Cour de Cassation joue un rôle essentiel dans l'uniformisation du droit en vérifiant l'application correcte des lois par les juges. Elle ne réexamine pas les faits, mais se concentre sur la conformité des décisions aux règles juridiques. Les arrêts qu'elle rend contribuent à établir une interprétation uniforme des lois, garantissant ainsi une cohérence dans le système judiciaire français.

Quelle est la fonction principale des arrêts rendus par le Conseil d'État ?

Bonnes réponses

- Juger en matière de droit administratif

Mauvaises réponses

- Juger en matière de droit pénal
- Juger en matière de droit civil

Rôle du Conseil d'État dans le droit administratif

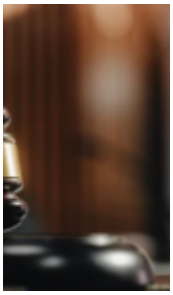
> Le Conseil d'État joue un rôle essentiel en rendant des arrêts qui statuent sur des questions de droit administratif. Ces décisions permettent d'interpréter et d'appliquer les règles de droit dans ce domaine spécifique. Contrairement à d'autres juridictions, le Conseil d'État ne se penche pas sur les faits, mais sur la conformité des décisions administratives avec le droit, garantissant ainsi une application uniforme des normes.

L'ordonnance

> L' ordonnance est une décision rendue par un juge unique, généralement en matière urgente ou provisoire. Elle est utilisée dans plusieurs contextes.
>
> L'ordonnance à souvent un caractère provisoire ou temporaire, en attendant une décision de fond. Elle peut être contestée dans certaines situations, mais à une force exécutoire immédiate.

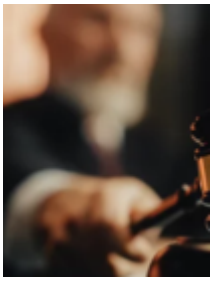


1. L'ordonnance de référé



> Rendue en urgence pour des mesures **provisoires** dans l'attente du jugement sur le fond.

2. L'ordonnance sur requête



> Rendue dans des situations où il n'y a pas de débat contradictoire, généralement pour des décisions rapides ou des mesures conservatoires.

Pourquoi une ordonnance sur requête est-elle rendue sans débat ?

Bonnes réponses

- Pour rapidité

Mauvaises réponses

- Pour confidentialité
- Pour éviter les conflits

Caractère urgent des ordonnances sur requête

> L'ordonnance sur requête est rendue sans débat afin de répondre rapidement à des situations nécessitant une intervention immédiate. Ce type d'ordonnance est souvent utilisé pour des mesures conservatoires ou des décisions rapides, où le temps est un facteur essentiel. L'absence de débat contradictoire permet d'accélérer le processus décisionnel, garantissant ainsi une réponse efficace aux urgences juridiques.

FICHE MEMO



FICHE MEMO - Les sources du droit

FICHE MEMO - Les sources du droit



Définition de la source du droit : tout texte émanant d'une entité officielle habilitée à rédiger des règles à valeur normative.



Le droit national

- **La Constitution**
- **Les Lois**
- **Les Décrets**
- **Les arrêtés**

Le droit Européen

- **Le droit primaire - Les traités fondateurs**
  - **Traité sur l'Union Européenne**
  - **Traité sur le fonctionnement de l'UE**
  - **Charte des droits fondamentaux de l'UE**
  - **Protocoles et annexes**
- **Le droit dérivé**
  - **Les règlements**
  - **Les directives**
  - **Les décisions**
  - **Les recommandations et avis**

Le droit International

- **Article 38 des Statuts de la Cour Internationale de Justice**
  - **Les traités internationaux**
  - **La coutume internationale**
  - **Les principes généraux**
  - **Les décisions judiciaires et la doctrine**
  - **Les actes unilatéraux des Etats**
  - **Les résolutions des organisations internationales**
  - **Le Jus cogens**
  - **Les soft-laws (ou droit souple)**

SPRINT Formation

FICHE MEMO - Les sources du droit

SPRINT Formation

La hiérarchie des normes du droit français

1 - Le bloc Constitutionnel

- La **Constitution** (du 04/10/1958 fondant la Vème République)
- Le **préambule de la Constitution** (du 27/10/1946)
- La **Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen** (du 26/08/1789)
- La **charte de l'environnement**
- Les **principes fondamentaux** (reconnus par les lois de la République)

2 - Le bloc de conventionnalité

- Les **traités internationaux**
- Le **droit communautaire**

3 - Les lois organiques

- Les **lois organiques** qui organisent certaines institutions de l'Etat et complètent la Constitution

4 - Le bloc de Légalité

- **Les lois ordinaires** (émanant du pouvoir législatif : le Parlement.
- **La décision du Président** (art.16 de la Constitution)
- **La directive européenne**

5- Les principes généraux du droit et la jurisprudence

Règles de portée générale qui répondent officiellement à trois critères :

- ils s'appliquent même en l'absence de texte
- ils sont dégagés par les jurisprudences
- ils ne sont pas créés de toutes pièces par le juge mais "découverts" par celui-ci à partir de l'état du droit et de la société à un instant donné.

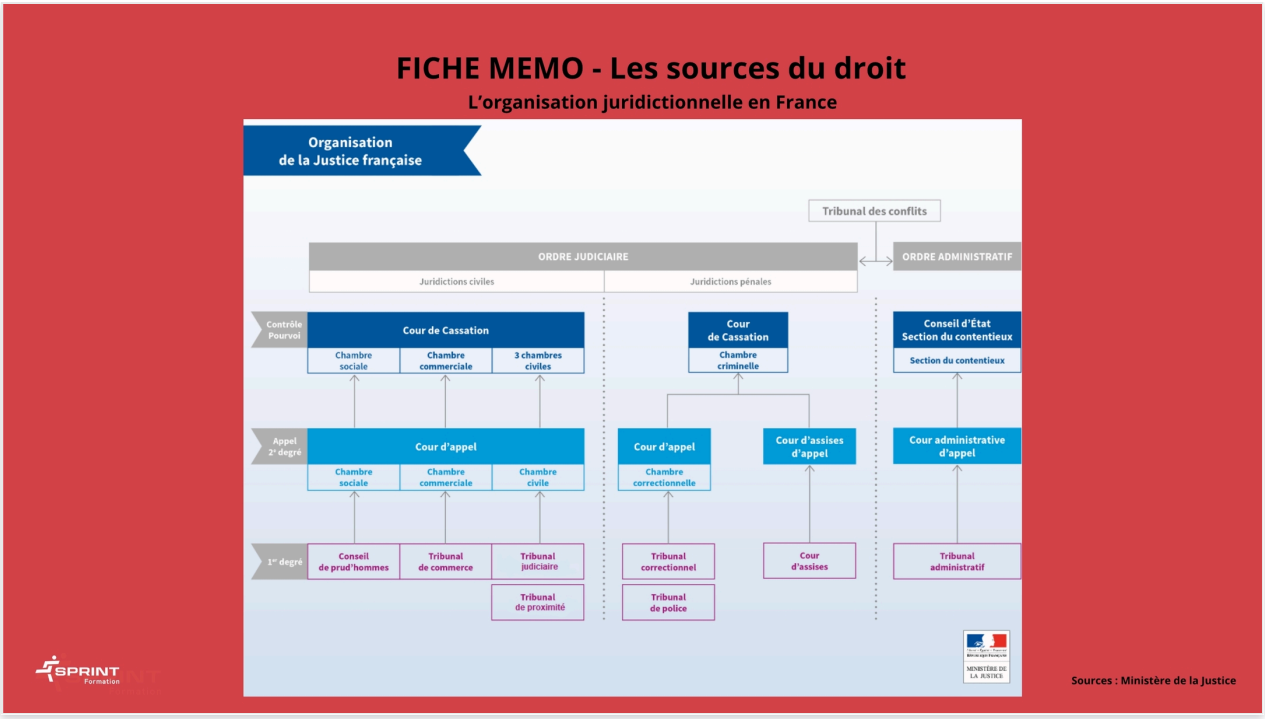


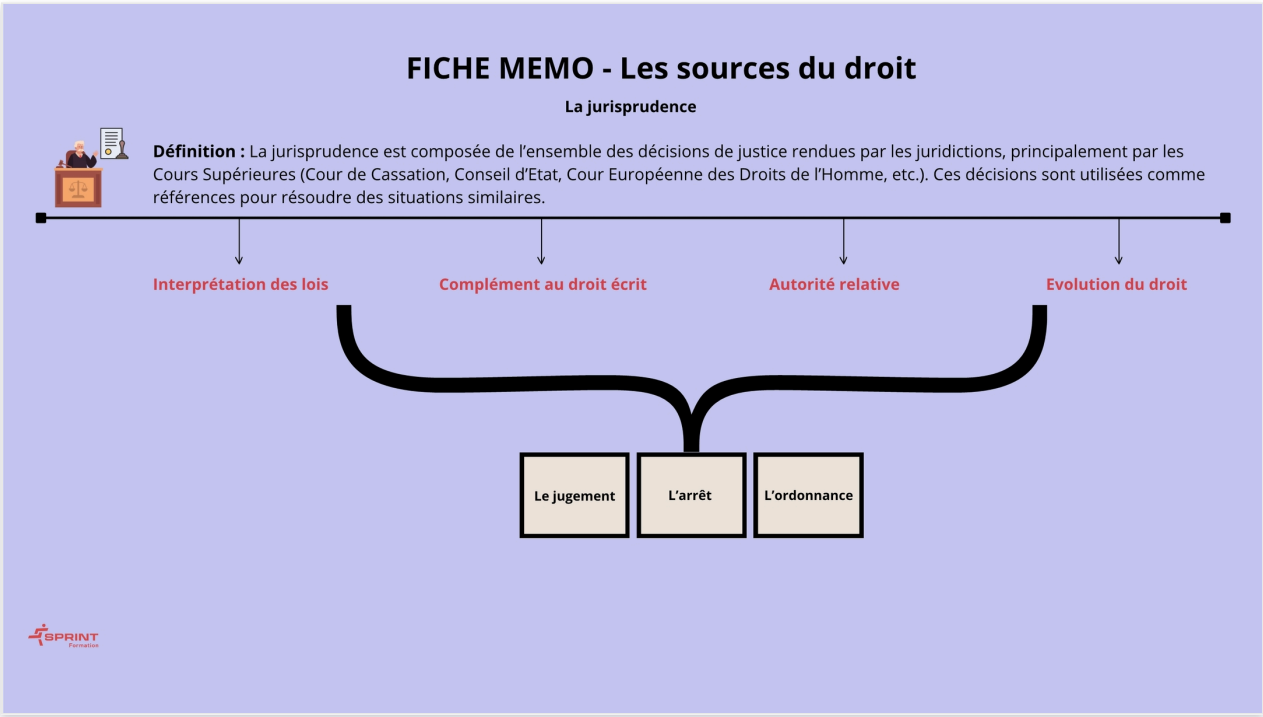
6 - Les règlements

- **Les décrets** (signés en Conseil des Ministres)
- **Les décrets simples** (signés par le détenteur habituel du pouvoir règlementaire : Premier Ministre
- **Les décrets en Conseil d'Etat** (signés par le Premier Ministre, pris sur avis conforme du Conseil d'Etat)
- **Les arrêtés ministériels** ou interministériels
- **Les arrêtés préfectoraux** (émanant du représentant de l'Etat dans département ou la région : le Préfet)

7 - Les actes administratifs

- **Les règlements** (actes administratif à portée générale)
- **Les arrêtés** (décisions écrites émanant d'une autorité administrative)
- **Les décrets** (émanant du Pouvoir exécutif : Président ou Premier Ministre et validé/signé par le Conseil des Ministres)
- **Les circulaires** (texte qui permet aux autorités administratives (ministre, recteur préfet... d'informer leurs services)





Fiche Mémo

FICHE MEMO - Les sources du droit.pdf

Application au droit du travail : les sources légales



Introduction aux sources légales du droit du travail

Les **sources légales du droit du travail** sont variées et essentielles à connaitre pour la gestion des ressources humaines.

Elles incluent, dans l'ordre de primauté, des **normes internationales, européennes et nationales**, chacune ayant un impact significatif sur les pratiques professionnelles.

Comprendre les sources légales du droit du travail et leur ordre

• **Identifier les sources internationales**

> **Les conventions de l'OIT** jouent un rôle fondamental dans le droit du travail. Elles établissent des normes minimales que les États doivent respecter, comme l'interdiction du travail forcé et des enfants. Ces conventions influencent directement le droit du travail français, imposant des obligations aux employeurs pour garantir des conditions de travail décentes.

• **Distinguer les normes européennes**

> Les **règlements et directives de l'Union européenne** sont essentiels pour harmoniser le droit du travail au sein des États membres. Par exemple, les directives sur la durée du travail et les congés garantissent des droits minimaux. En effet, les règlements ont un effet direct, tandis que les directives nécessitent une transposition dans le droit national.

- **Comprendre les sources nationales**

> Les **sources nationales** incluent la Constitution, les lois et les règlements. La Constitution, en tant que texte suprême, garantit des droits fondamentaux tels que la liberté syndicale. Les lois, comme le Code du travail, régissent les relations entre employeurs et salariés, tandis que les règlements précisent l'application de ces lois.

L'importance des conventions de l'OIT en droit du travail

> Les accords internationaux approuvés par la France peuvent être utilisés comme référence devant les tribunaux nationaux. Le pays fait partie, aux côtés de 187 autres nations, de l'OIT fondée en 1919 et chargée d'établir des normes internationales en matière de travail. Cette organisation élabore divers textes normatifs, notamment des recommandations, des déclarations et des traités. Une fois validés par les autorités françaises, ces derniers deviennent opposables devant les juridictions. Lorsqu'un désaccord survient entre un traité international et une loi nationale, la norme issue du traité international prévaut, conformément aux principes énoncés dans la Constitution.

Organisation internationale du Travail

1. Normes minimales internationales



> L'Organisation internationale du travail (OIT) joue un rôle clé dans l'établissement de normes minimales pour le travail. Ces conventions, adoptées par les États membres, visent à protéger les droits des travailleurs et à garantir des conditions de travail décentes.

2. Exemple : travail des enfants



> Par exemple, la Convention n° 138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi interdit le travail des enfants (de manière générale, 15 ans). En intégrant ces normes dans le droit national, les gestionnaires de paie doivent veiller à leur application pour assurer la conformité et la protection des droits des employés.

Comment les conventions de l'OIT influencent-elles le droit du travail français ?

Bonnes réponses

- Elles deviennent opposables

Mauvaises réponses

- Elles sont ignorées
- Elles remplacent les lois nationales

Références des normes internationales en droit du travail

> Les conventions de l'OIT, une fois ratifiées par la France, deviennent des références juridiques devant les tribunaux. Elles établissent des normes minimales pour protéger les droits des travailleurs. En cas de conflit entre une loi nationale et une convention, cette dernière prévaut, garantissant ainsi que les droits des employés soient respectés. Les gestionnaires de paie doivent donc intégrer ces normes dans leur pratique.

Quelle organisation établit des normes internationales pour le travail ?

Bonnes réponses

- L'Organisation internationale du travail

Mauvaises réponses

- L'Organisation mondiale de la santé
- L'Organisation des Nations unies

Rôle de l'OIT dans les normes de travail

> L'Organisation internationale du travail (OIT) est responsable de l'élaboration de normes internationales en matière de travail, adoptées par ses États membres. Ces normes visent à protéger les droits des travailleurs et à garantir des conditions de travail décentes. En France, les conventions de l'OIT, une fois ratifiées, deviennent opposables devant les juridictions, prévalant sur les lois nationales en cas de conflit.

Comprendre le droit de l'Union européenne et son impact

• **Les traités européens**

> Le droit de l'Union européenne évolue principalement grâce aux traités signés par ses membres. Ces traités établissent des principes fondamentaux et des objectifs communs.
>
> L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (ratifié par la France), constitué du traité sur l'Union européenne (TUE) et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), réforme l'UE (depuis le 1er décembre 2009).
>
> La Charte des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, sorte de programme social, a été adoptée en 1989. Par exemple, la lutte contre les discriminations est directement applicable en France, ce qui permet aux citoyens d'invoquer ces dispositions devant les juridictions nationales.



• **Différencier Règlements et Directives**

> Les **règlements** de l'Union européenne ont un effet direct et s'appliquent immédiatement dans tous les États membres.
>
> À titre d'exemple, c'est un règlement qui a défini les modalités de coordination entre les systèmes nationaux de Sécurité sociale, coordination nécessaire si l'on veut que la libre circulation des travailleurs, à l'intérieur de la Communauté, ne soit pas entravée, alors que c'est l'un des principes posés par le traité de Rome.
>
> En revanche, les **directives** nécessitent une transposition dans le droit national pour être effectives. Tant qu'une directive n'est pas transposée, elle ne crée pas de droits ou d'obligations pour les salariés et les employeurs.

> Les directives fixent des objectifs et un délai, les gouvernements étant libres de déterminer les moyens (dispositions étatiques – lois, décrets, ou dispositions conventionnelles) permettant d'atteindre les objectifs assignés dans le délai prescrit. Dans le domaine de la politique sociale, pour les « compétences partagées » entre l'UE et les États membres, elles sont adoptées dans le cadre de la « procédure législative ordinaire » (à la majorité qualifiée du Conseil et par une codécision Conseil/Parlement).



Quelle charte a été adoptée en 1989 ?

Bonnes réponses

- La Charte des droits sociaux fondamentaux des travailleurs

Mauvaises réponses

- La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne
- La Charte des droits sociaux des citoyens européens

Importance de la Charte des droits sociaux fondamentaux

> Adoptée en 1989, la Charte des droits sociaux fondamentaux des travailleurs vise à garantir des droits essentiels aux travailleurs au sein de l'Union européenne. Elle établit des principes tels que la lutte contre les discriminations, qui sont directement applicables en France. Cette charte s'inscrit dans le cadre des traités européens, renforçant ainsi la protection sociale et les droits des travailleurs dans l'UE.

Quand le traité de Lisbonne est-il entré en vigueur ?

Bonnes réponses

- Le 1er décembre 2009

Mauvaises réponses

- Le 1er janvier 2010

- Le 1er novembre 2009

Importance du traité de Lisbonne pour l'Union européenne

> Le traité de Lisbonne, qui est entré en vigueur le 1er décembre 2009, a marqué une étape significative dans l'évolution du droit de l'Union européenne. Il a introduit des réformes majeures, notamment en consolidant les principes et objectifs communs des États membres. Ce traité a également renforcé la protection des droits sociaux, permettant aux citoyens d'invoquer des dispositions devant les juridictions nationales.

Exemple d'application du règlement européen dans le droit français

En application des règlements européens et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), la France a modifié son Code du travail pour aligner ses dispositions sur le droit européen concernant les congés payés des salariés en arrêt maladie. Cette mise en conformité résulte notamment de l'arrêt de la CJUE du 9 novembre 2023, qui stipule que les salariés doivent bénéficier de quatre semaines de congés payés par an, même s'ils ont été en arrêt maladie.

Modifications du Code du travail français :

Acquisition des congés payés pendant l'arrêt maladie : Les salariés en arrêt de travail pour une maladie ou un accident d'origine non professionnelle continuent désormais d'acquérir des droits à congés payés, à raison de 2 jours ouvrables par mois, dans la limite de 24 jours ouvrables par an.

Ces ajustements législatifs assurent la conformité du droit français avec le droit européen, garantissant ainsi aux salariés en arrêt maladie le maintien de leurs droits à congés payés.

Le droit français : le Code du travail

Le Code du travail, en vigueur depuis le 1er mai 2008, a été conçu pour **simplifier le code précédent de 1973**, qui comptait 600 articles. Cette réorganisation a été motivée par une

inflation légale, passant à plus de 3 800 articles en 30 ans.

La codification a suivi le principe « **un article, une idée** », où chaque article est identifié par une lettre. Par exemple, un article commençant par 'L' indique qu'il provient d'une loi. Actuellement, le Code du travail compte 11 000 articles, mais son volume n'a pas doublé.

Quelle lettre indique les articles issus de lois dans le Code du travail ?

Bonnes réponses

- L

Mauvaises réponses

- R
- D

Identification des articles dans le Code du travail

> Dans le Code du travail, chaque article est identifié par une lettre, facilitant ainsi leur classification. Les articles qui proviennent de lois commencent par la lettre 'L'. Cette méthode de codification a été mise en place pour simplifier la compréhension et l'accès aux différentes normes juridiques. Ainsi, la lettre 'L' est un indicateur essentiel pour repérer les articles législatifs au sein du Code.

Quel principe a guidé la réorganisation du Code du travail en 2008 ?

Bonnes réponses

- Un article, une idée

Mauvaises réponses

- Un article, une loi
- Un article, un décret

Réorganisation pour une meilleure clarté juridique

> La réorganisation du Code du travail en 2008 visait à rendre le texte plus accessible et compréhensible. En adoptant le principe « un article, une idée », chaque article a été conçu pour traiter d'un seul sujet, facilitant ainsi la recherche et l'application des normes. Cette méthode a permis de structurer le Code de manière cohérente, tout en répondant à l'augmentation du nombre d'articles au fil des années.

Organisation et accès au code du travail

> Le dispositif intitulé « Code du travail numérique » permet, en réponse à une demande d'un employeur ou d'un salarié sur sa situation juridique, l'accès aux dispositions législatives et réglementaires, ainsi qu'aux stipulations conventionnelles, en particulier de branche, d'entreprise et d'établissement, sous réserve de leur publication, qui lui sont applicables. L'accès à ce dispositif se fait, de manière gratuite, au moyen du service public de la diffusion du droit par l'Internet (https://code.travail.gouv.fr).



1. Dans le Code du travail, figurent :



> - les textes d'origine législative (les articles commencent par la lettre L) ;
>
> - les dispositions résultant de décrets : décrets en Conseil d'État (les articles commencent par la lettre R) et décrets simples (les articles commencent par la lettre D).

2. Le Code comprend 8 parties :



> - relations individuelles de travail ;
> - relations collectives de travail ;

> - durée du travail, salaire, intéressement, participation et épargne salariale ;
> - santé et sécurité au travail ;
> emploi ;
> - formation professionnelle tout au long de la vie ;
> - dispositions particulières à certaines professions (journalistes ; professions du spectacle, de la publicité et de la mode – mannequins ; concierges et employés d'immeubles à usage d'habitation ; employés de maison ; activités de service à la personne ; VRP ; gérants de succursales ; entrepreneurs salariés associés d'une coopérative d'activité et d'emploi ; travailleurs utilisant une plateforme de mise en relation par voie électronique ; travailleurs à domicile) ;
> - contrôle de l'application de la législation du travail.

Quelle lettre indique les décrets en Conseil d'État ?

Bonnes réponses

- La lettre R

Mauvaises réponses

- La lettre D
- La lettre L

Identification des décrets dans le Code du travail

> Dans le Code du travail, les décrets en Conseil d'État sont identifiés par la lettre R. Cette classification permet de distinguer les différents types de textes juridiques. Les articles législatifs, quant à eux, commencent par la lettre L, tandis que les décrets simples sont marqués par la lettre D. Cette organisation facilite l'accès aux dispositions légales et réglementaires pour les employeurs et les salariés.

Combien de parties comprend le Code du travail ?

Bonnes réponses

- Huit

Mauvaises réponses

- Six
- Dix

Structure du Code du travail en huit parties

> Le Code du travail est organisé en huit parties distinctes, chacune abordant des thématiques spécifiques. Ces parties incluent les relations individuelles et collectives de travail, la durée du travail, la santé et sécurité au travail, ainsi que la formation professionnelle. Cette structure permet d'accéder facilement aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes pour les employeurs et les salariés.

Quelle section du Code du travail concerne la santé et sécurité ?

Bonnes réponses

- La quatrième partie

Mauvaises réponses

- La première partie
- La sixième partie

Comprendre la section santé et sécurité au travail

> La santé et sécurité au travail est abordée dans la quatrième partie du Code du travail. Cette section traite des dispositions législatives et réglementaires visant à protéger les travailleurs dans leur environnement professionnel. Elle inclut des mesures relatives à la prévention des risques, à l'amélioration des conditions de travail et à la protection de la santé des employés, garantissant ainsi un cadre de travail sécurisé.

Application au droit du travail : l'organisation juridictionnelle



Choisir la bonne juridiction pour chaque litige

Le contentieux relatif aux relations de travail est éclaté entre plusieurs juridictions : conseil des prud'hommes (CPH), tribunal judiciaire, tribunal administratif et, en matière pénale, le plus souvent le tribunal de police ou correctionnel.

Tout l'enjeu est de saisir la bonne **juridiction** selon la nature du **litige** , sous peine de s'exposer à une exception d'incompétence soulevée par le défendeur. Si elle est avérée, elle entraîne l'abandon du procès en cours et l'affaire est renvoyée vers une autre juridiction.

Le Conseil de prud'hommes (CPH)

Le Conseil de prud'hommes (CPH) est la juridiction compétente pour régler les litiges entre un salarié et son employeur, que ce soit pendant l'exécution du contrat ou lors de sa rupture.

🔎 À retenir :

- Créé en 1806

- Juridiction gratuite

- Juges non **professionnels** , désignés paritairement par les syndicats de **salariés** et **d'employeurs** en fonction de leur représentativité

Comment sont désignés les juges au Conseil de prud'hommes ?

Bonnes réponses

- Par les syndicats de salariés et d'employeurs

Mauvaises réponses

- Par le gouvernement
- Par tirage au sort

Désignation des juges au Conseil de prud'hommes

> Les juges du Conseil de prud'hommes sont choisis par les syndicats de salariés et d'employeurs. Cette désignation paritaire garantit une représentation équilibrée des deux parties, ce qui est essentiel pour traiter les litiges entre employeurs et employés. Le CPH, créé en 1806, est une juridiction gratuite où ces juges non professionnels interviennent pour résoudre les conflits liés au contrat de travail.

Quel est le statut des juges au Conseil de prud'hommes ?

Bonnes réponses

- Non professionnels

Mauvaises réponses

- Professionnels
- Magistrats

Rôle des juges au Conseil de prud'hommes

> Les juges du Conseil de prud'hommes sont des non professionnels, ce qui signifie qu'ils ne sont pas issus de la magistrature classique. Ils sont désignés paritairement par les syndicats de salariés et d'employeurs, en fonction de leur représentativité.

> Cette spécificité permet d'assurer une représentation équilibrée des intérêts des deux parties dans les litiges liés au contrat de travail.

Quels sont les motifs de saisine et les délais à respecter ?

Type de litige	Délai pour agir
Rupture du contrat (licenciement, rupture conventionnelle)	12 mois
Exécution du contrat de travail	2 ans
Paiement de salaires	3 ans (ou 6 mois en cas de solde de tout compte signé)
Harcèlement ou discrimination	5 ans
Dommage corporel	10 ans après consolidation

Quels sont les délais pour agir en justice sur la rupture du contrat ?

Bonnes réponses

- 1 an

Mauvaises réponses

- 2 ans
- 3 ans

Délai d'action en justice pour rupture de contrat

> Il est essentiel de respecter les délais pour agir en justice en cas de rupture de contrat. En matière de droit du travail, le délai pour saisir le tribunal est d'un an à compter de la rupture. Ce délai est fixé pour garantir une certaine sécurité juridique et permettre aux parties de résoudre leurs différends dans un cadre temporel défini. Passé ce délai, les actions en justice ne seront plus recevables.

Comment saisir le Conseil de prud’hommes ?

📄 Le salarié doit remplir le formulaire Cerfa n° 15586*07 et l’envoyer au greffe du CPH compétent.

📍 **La juridiction compétente est celle du lieu :**

- de l’établissement où travaille le salarié
- ou du siège social de l’entreprise
- ou du domicile du salarié (si travail à domicile ou hors établissement)

📝 **Le formulaire doit comporter :**

- Coordonnées du salarié (demandeur) et de l’employeur (défendeur)
- Objet du litige
- Résumé des motifs
- Liste des sommes réclamées

Où envoyer le formulaire Cerfa pour saisir le Conseil de prud'hommes ?

Bonnes réponses

- Au greffe du CPH compétent

Mauvaises réponses

- Au siège de l'entreprise
- Au domicile du salarié

Procédure d'envoi du formulaire Cerfa

> Pour saisir le Conseil de prud’hommes, le salarié doit envoyer le formulaire Cerfa n° 15586*07 au greffe du CPH compétent. Ce greffe est déterminé par le lieu de travail du salarié, le siège social de l'entreprise ou le domicile du salarié, si le travail est

> effectué à domicile. Il est essentiel que le formulaire contienne toutes les informations requises pour que la demande soit traitée efficacement.

Quelles informations sont requises dans le formulaire Cerfa pour le Conseil de prud'hommes ?

Bonnes réponses

- Coordonnées et motif du litige

Mauvaises réponses

- Coordonnées bancaires et motif du litige
- Coordonnées fiscales et motif du litige

Informations essentielles pour le formulaire Cerfa

> Pour saisir le Conseil de prud’hommes, le salarié doit remplir le formulaire Cerfa n° 15586*07. Ce formulaire doit inclure les coordonnées du salarié et de l'employeur, ainsi que l'objet du litige, un résumé des motifs et la liste des sommes réclamées. Ces éléments sont indispensables pour que la demande soit traitée correctement par le greffe du CPH compétent.

Les juridictions pénales en droit du travail

Le droit du travail peut donner lieu à des sanctions pénales
Le non-respect de certaines règles du droit du travail ne relève pas uniquement du tribunal civil : dans de nombreux cas, cela constitue une infraction pénale.

🔍 Ce sont alors les juridictions pénales qui deviennent compétentes pour juger les faits et appliquer des sanctions.

Quand les juridictions pénales interviennent-elles en droit du travail ?

Bonnes réponses

- En cas d'infraction pénale

Mauvaises réponses

- En cas de litige civil
- En cas de conflit salarial

Intervention des juridictions pénales en droit du travail

> Les juridictions pénales interviennent lorsque des infractions pénales sont commises en matière de droit du travail. Cela inclut des violations des règles établies qui peuvent entraîner des sanctions. Ainsi, lorsque des comportements illicites sont constatés, ces juridictions sont compétentes pour examiner les faits et appliquer les sanctions appropriées, garantissant ainsi le respect des normes en vigueur.

Qui juge les infractions pénales en droit du travail ?

Bonnes réponses

- Les juridictions pénales

Mauvaises réponses

- Les juridictions civiles
- Les tribunaux administratifs

Rôle des juridictions pénales en droit du travail

> Les infractions pénales en droit du travail sont jugées par les juridictions pénales, car elles sont compétentes pour traiter les violations des règles établies. Le non-respect de ces règles peut entraîner des sanctions pénales, ce qui signifie que les tribunaux civils ne sont pas les seuls à intervenir. Ainsi, les juridictions pénales jouent un rôle essentiel dans la protection des droits des travailleurs.

Quelle juridiction pénale intervient selon le type d'infraction ?

Type d'infraction	Juridiction compétente	Exemples
Contraventions (infractions les moins graves)	⚖️ Tribunal de police	Non-respect de la durée légale du travail, non-affichage obligatoire
Délits (infractions plus graves)	⚖️ Tribunal correctionnel	Délit d'entrave, travail dissimulé, marchandage, harcèlement moral

Exemples de délits en droit du travail

• **Délit d’entrave**

> empêcher les représentants du personnel d’exercer leur mission (ex. refus de transmission d’informations au CSE)

• **Travail dissimulé**

> emploi de salariés non déclarés

• **Marchandage**

> prêt de main-d'œuvre à but lucratif au détriment des droits du salarié

Quelle sanction risque un employeur pour travail dissimulé ?

Bonnes réponses

- Amende et/ou emprisonnement

Mauvaises réponses

- Confiscation des biens
- Suspension du contrat de travail

Conséquences du travail dissimulé pour l'employeur

> Le travail dissimulé, qui consiste à employer des salariés non déclarés, expose l'employeur à des sanctions sévères. En effet, il peut faire face à une amende significative et, dans certains cas, à une peine d'emprisonnement. Ces mesures visent à protéger les droits des travailleurs et à garantir une concurrence loyale entre les entreprises. Il est donc essentiel de respecter les obligations déclaratives.

Quelles sont les obligations du CSE non respectées en cas de délit d'entrave ?

Bonnes réponses

- Transmission d'informations

Mauvaises réponses

- Organisation des élections
- Consultation des salariés

Importance de la transmission d'informations au CSE

> Le délit d'entrave se manifeste lorsque l'employeur empêche les représentants du personnel d'exercer leur mission, notamment en refusant de transmettre des informations essentielles au CSE. Cette obligation de transmission est cruciale pour garantir le bon fonctionnement du dialogue social et permettre aux représentants d'agir efficacement dans l'intérêt des salariés. D'autres obligations, comme l'organisation des élections, ne sont pas directement concernées.

Les juridictions administratives en droit du travail

Dans le cadre du droit du travail, des décisions importantes sont prises par des **acteurs publics**, notamment :

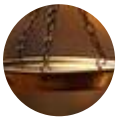
- L'inspecteur du travail
- La DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités)

Exemples de décisions :

- Autorisation de licenciement d'un salarié protégé
- Refus d'homologation d'une rupture conventionnelle collective
- Validation d'un PSE (plan de sauvegarde de l'emploi)



1. Le juge judiciaire ne peut pas tout trancher



> ⚠️ Le juge judiciaire (comme le conseil de prud'hommes) n'a pas compétence pour contester une décision administrative.
>
> ➞ En cas de désaccord, le recours contentieux doit être porté devant le tribunal administratif, qui est la juridiction spécialisée dans le contrôle des décisions de l'administration.

2. Exception : la reconnaissance de l'accident du travail (RCI)



> 📌 Dans certains cas bien précis, comme le contentieux de la reconnaissance du caractère professionnel d'un accident ou d'une maladie, c'est le juge judiciaire (et non administratif) qui est compétent.

Quel tribunal est compétent pour les décisions administratives ?

Bonnes réponses

- Le tribunal administratif

Mauvaises réponses

- Le conseil de prud'hommes
- Le tribunal judiciaire

Compétence du tribunal administratif pour les décisions

> Le tribunal administratif est la juridiction compétente pour examiner les décisions administratives. En effet, le juge judiciaire, tel que le conseil de prud'hommes, ne peut pas contester ces décisions. En cas de litige, il est nécessaire de saisir le tribunal administratif, qui est spécialisé dans le contrôle des actes de l'administration, sauf pour des cas spécifiques comme la reconnaissance d'accidents du travail.

Qui juge le caractère professionnel d'un accident du travail ?

Bonnes réponses

- Le juge judiciaire

Mauvaises réponses

- Le juge administratif
- Le tribunal de commerce

Compétence du juge judiciaire en matière d'accidents

> Dans le cadre de la reconnaissance du caractère professionnel d'un accident du travail, c'est le juge judiciaire qui est compétent. Cette spécificité s'applique uniquement à certains contentieux, car en règle générale, le juge judiciaire ne peut pas remettre en cause les décisions administratives. Pour d'autres types de litiges, le tribunal administratif est la juridiction appropriée.

Quelle juridiction est spécialisée dans le contrôle des décisions de l'administration ?

Bonnes réponses

- Le tribunal administratif

Mauvaises réponses

- Le conseil de prud'hommes
- Le tribunal de commerce

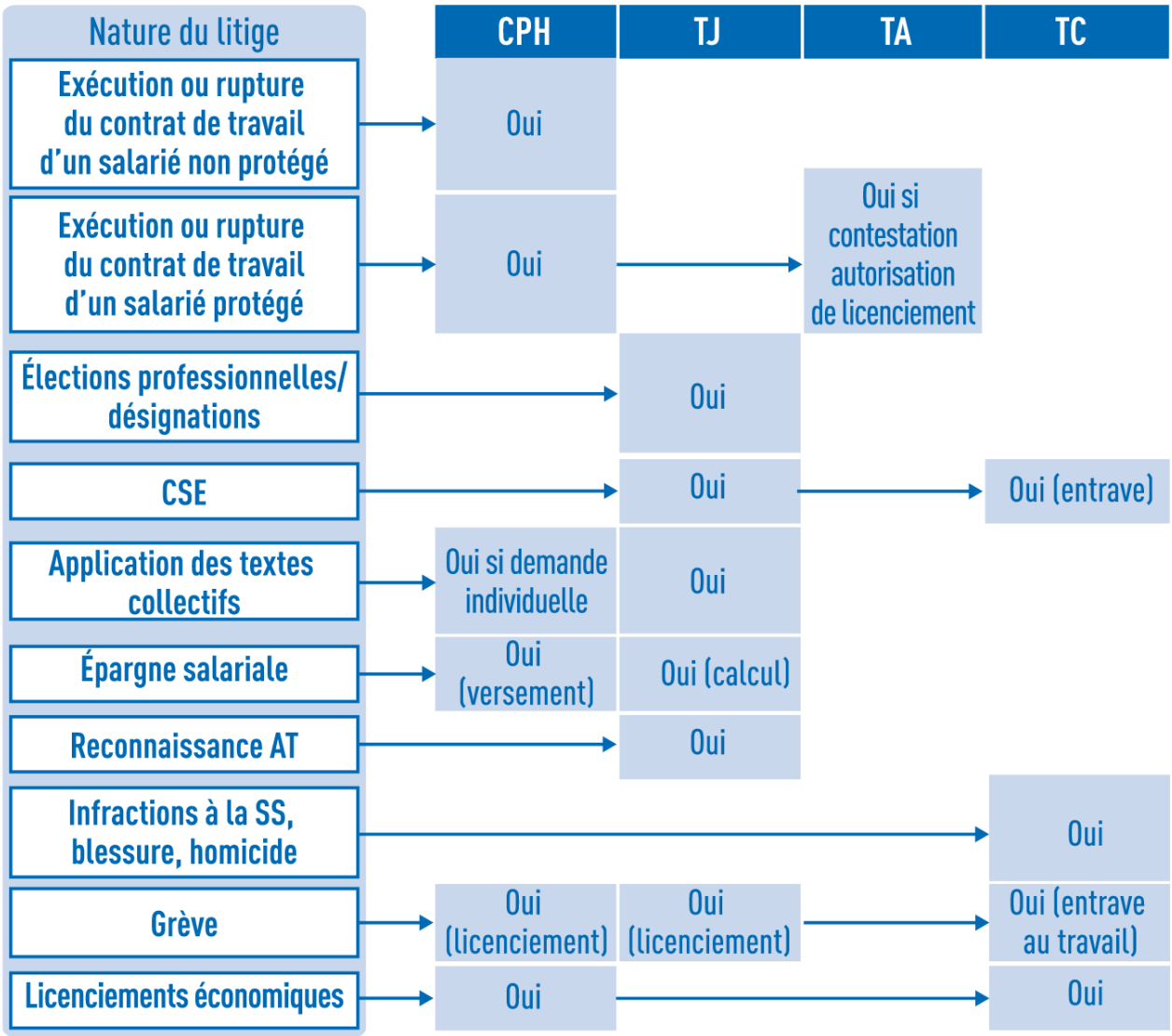
Rôle du tribunal administratif dans le contentieux

> Le tribunal administratif est la juridiction compétente pour examiner les litiges liés aux décisions administratives. Contrairement au juge judiciaire, qui ne peut pas remettre en cause ces décisions, le tribunal administratif est spécialisé dans le

> contrôle de l'action de l'administration. Cela inclut les recours contre les décisions qui affectent les droits des citoyens, garantissant ainsi un équilibre entre l'administration et les administrés.

Quelle juridiction pour quel litige ?

> Synthèse des juridictions



Les juridictions de deuxième instance

Les **juridictions de deuxième instance**, telles que la cour d'appel et la cour de cassation, jouent un rôle essentiel dans le système judiciaire français. Elles examinent les décisions rendues en première instance pour garantir leur **conformité** au droit.

La cour d'appel, par exemple, peut réévaluer les faits et les preuves, tandis que la cour de cassation se concentre sur l'application correcte du droit.

Comment la cour d'appel peut-elle influencer un jugement ?

Bonnes réponses

- En réévaluant les faits et preuves

Mauvaises réponses

- En modifiant la loi
- En ajoutant des témoins

Rôle de la cour d'appel dans le jugement

> La cour d'appel a pour mission de vérifier la légalité des décisions prises en première instance. En réévaluant les faits et les preuves, elle peut confirmer, infirmer ou modifier le jugement initial. Ce processus permet d'assurer une justice équitable et conforme au droit, en tenant compte des éléments présentés lors du procès. Ainsi, la cour d'appel contribue à l'amélioration de la jurisprudence.

Quelle différence principale existe-t-il entre la cour d'appel et la cour de cassation ?

Bonnes réponses

- Réévaluation des faits contre application du droit

Mauvaises réponses

- Révision des peines contre révision des jugements
- Examen des preuves contre examen des témoins

Différences entre cour d'appel et cour de cassation

> La cour d'appel et la cour de cassation ont des fonctions distinctes dans le système judiciaire. La cour d'appel a pour mission de réexaminer les faits et les preuves d'une affaire, permettant ainsi une nouvelle évaluation des éléments présentés. En revanche, la cour de cassation se concentre sur la vérification de l'application correcte du droit, sans réévaluer les faits, garantissant ainsi l'uniformité de l'interprétation juridique.

La Cour d’appel : deuxième chance pour trancher un litige

La Cour d’appel est une juridiction de deuxième degré. Elle rejuge une affaire déjà examinée en premier ressort, en vérifiant les faits et l’application du droit.

En droit du travail, elle peut être saisie à la suite d’un jugement rendu par :

- Le Conseil de **prud’hommes**
- Le Tribunal **judiciaire**
- Le Tribunal **correctionnel** (dans les affaires pénales liées au travail)

Le salarié ou l’employeur peut faire appel dans un délai d’1 mois après notification du jugement.

⚠ ***L’appel est suspensif***, sauf exceptions : par exemple, les décisions relatives au paiement des salaires ou à la remise des documents de fin de contrat sont exécutoires immédiatement.

Quel tribunal peut être saisi après le Conseil de prud'hommes ?

Bonnes réponses

- La Cour d'appel

Mauvaises réponses

- La Cour de cassation
- Le Tribunal administratif

Rôle de la Cour d'appel en droit du travail

> La Cour d'appel intervient après un jugement du Conseil de prud'hommes pour reexaminer les faits et l'application du droit. Elle est compétente pour trancher les litiges liés au travail, permettant ainsi aux parties de contester une décision. Le salarié ou l'employeur a un mois pour faire appel, et l'appel est généralement suspensif, sauf pour certaines décisions comme celles concernant les salaires.

Quelle est la durée pour faire appel après un jugement en droit du travail ?

Bonnes réponses

- 1 mois

Mauvaises réponses

- 2 semaines
- 3 mois

Délai d'appel en droit du travail

> En droit du travail, le délai pour faire appel d'un jugement est d'1 mois à compter de la notification de ce jugement. Ce délai est important car il permet aux parties, qu'il s'agisse du salarié ou de l'employeur, de contester une décision rendue par le Conseil de prud’hommes, le Tribunal judiciaire ou le Tribunal correctionnel. L'appel est suspensif, sauf pour certaines décisions exécutoires immédiatement.

Quelles décisions sont exécutoires immédiatement malgré l'appel ?

Bonnes réponses

- Paiement des salaires et remise des documents de fin de contrat

Mauvaises réponses

- Paiement des indemnités de licenciement
- Remise des attestations de formation

Décisions exécutoires malgré l'appel en droit du travail

> En droit du travail, certaines décisions sont exécutoires immédiatement, même si un appel est interjeté. Cela concerne notamment le paiement des salaires et la remise des documents de fin de contrat. Ces exceptions sont importantes car elles garantissent que les droits des salariés sont respectés sans attendre la décision de la Cour d'appel, qui rejuge les affaires en deuxième instance.

La cour d'appel

La Cour d’appel est une juridiction de **deuxième** degré. Elle peut être saisie après une décision du **Conseil de prud’hommes** . Le délai d’appel est de **un mois** , et l’appel est en principe **suspensif** .

Quel est le délai pour faire appel après un jugement prud'homal ?

Bonnes réponses

- Un mois

Mauvaises réponses

- Deux semaines
- Trois mois

Délai d'appel en matière prud'homale

> Après un jugement rendu par le Conseil de prud’hommes, la partie qui souhaite contester la décision a un délai d'un mois pour faire appel. Ce délai est important car il permet à la Cour d’appel, juridiction de deuxième degré, d'examiner l'affaire. De plus, il est à noter que l'appel est en principe suspensif, ce qui signifie que la décision initiale n'est pas exécutée tant que l'appel est en cours.

Comment est qualifié l'appel après un jugement prud'homal ?

Bonnes réponses

- Suspensif

Mauvaises réponses

- Définitif
- Non suspensif

Nature de l'appel en matière prud'homale

> L'appel est une voie de recours permettant de contester une décision rendue par le Conseil de prud’hommes. Dans ce cadre, l'appel est en principe suspensif, ce qui signifie que la décision initiale ne s'applique pas tant que la cour d'appel n'a pas statué. Le délai pour interjeter appel est d'un mois à compter de la notification de la décision, ce qui permet aux parties de préparer leur dossier.

À quel degré se situe la cour d'appel ?

Bonnes réponses

- Deuxième degré

Mauvaises réponses

- Premier degré
- Troisième degré

Fonctionnement de la cour d'appel

> La cour d'appel est une juridiction de deuxième degré, ce qui signifie qu'elle examine les décisions rendues par des juridictions inférieures, comme le Conseil de prud'hommes. Elle permet aux parties de contester une décision dans un délai d'un mois. L'appel est généralement suspensif, ce qui signifie que la décision contestée n'est pas exécutée tant que la cour d'appel n'a pas rendu son jugement.

La Cour de cassation : elle ne juge pas les faits, mais le droit

La Cour de cassation, la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire, ne rejoue pas l'affaire. Elle vérifie si la règle de droit a été correctement appliquée par la cour d'appel.

En droit du travail, sa chambre sociale joue un rôle majeur :

- Elle **interprète** les textes législatifs et réglementaire
- Elle **unifie** la jurisprudence au niveau national
- Elle peut **annuler** une décision de la cour d'appel si le droit a été mal appliqué

Le recours s'appelle un pourvoi en cassation, formé dans un délai de 2 mois.
Le ministère d'un avocat aux Conseils est obligatoire. ***Le pourvoi n'est pas suspensif***, sauf exception.

Quel est le délai pour former un pourvoi en cassation ?

Bonnes réponses

- 2 mois

Mauvaises réponses

- 3 mois
- 1 mois

Délai pour le pourvoi en cassation

> Le pourvoi en cassation doit être formé dans un délai de 2 mois suivant la décision de la cour d’appel. Ce délai est essentiel pour garantir que les recours soient traités dans un cadre temporel précis. La Cour de cassation, en tant que plus haute juridiction, ne réexamine pas les faits, mais s'assure que le droit a été correctement appliqué, ce qui rend ce délai d'autant plus important.

Qui est obligatoire pour former un pourvoi en cassation ?

Bonnes réponses

- Un avocat aux Conseils

Mauvaises réponses

- Un avocat général
- Un juge d'instruction

Rôle de l'avocat dans le pourvoi en cassation

> Pour former un pourvoi en cassation, il est impératif de recourir aux services d'un avocat aux Conseils. Ce dernier est chargé de représenter le demandeur et d'assurer que les règles de droit sont correctement appliquées. La Cour de cassation, en tant que plus haute juridiction, ne réexamine pas les faits, mais se concentre sur l'application du droit, ce qui rend l'expertise de l'avocat essentielle.

Qui fait quoi ?

Fonction Juridiction / concernée

Juge à nouveau les faits et le droit / **Cour d'appel**
Vérifie uniquement l'application correcte du droit / **Cour de cassation**
Peut casser une décision / **Cour de cassation**
Statue en deuxième instance / **Cour d'appel**
Rend des arrêts qui unifient la jurisprudence / **Cour de cassation**

Application au droit du travail : la jurisprudence



La jurisprudence dans le quotidien du droit du travail

> En droit du travail, les juges ne font pas qu'appliquer la loi. Ils interprètent, précisent, et parfois comblent les vides laissés par les textes.
> C'est ce qu'on appelle la jurisprudence. Elle est indispensable pour comprendre comment le droit s'adapte à la réalité du terrain.



1. jurisprudence

COUR DE CASSATION

> Une décision de justice peut devenir une référence pour les affaires futures.

Comprendre le rôle de la jurisprudence en droit du travail

• Interpréter les articles du Code du travail

> **La jurisprudence permet d'interpréter les articles du Code du travail** lorsque ceux-ci sont flous ou ambigus. Par exemple, un juge peut clarifier les conditions de licenciement en se basant sur des décisions antérieures. Cela aide à garantir que les droits des salariés sont respectés et que les employeurs appliquent correctement la loi.

• Compléter les règles légales

> **La jurisprudence comble les lacunes de la loi** en fournissant des précisions sur des situations non couvertes par les textes. Par exemple, elle peut établir des modalités de preuve pour des cas de harcèlement moral, offrant ainsi des repères aux gestionnaires de paie et aux employeurs sur la manière de traiter ces situations délicates.

• Unifier la pratique judiciaire

> **La jurisprudence contribue à unifier la pratique des juges** à l'échelle nationale, notamment grâce aux décisions de la Cour de cassation. Cela assure une cohérence dans l'application du droit du travail, ce qui est essentiel pour les gestionnaires de paie qui doivent naviguer dans un environnement juridique complexe et en constante évolution.

⚖️ Exemples de jurisprudences majeures en droit du travail

• 1. Nullité d'un licenciement sans PSE

> 🗓️ Soc. 1er juillet 2008
>
> ➞ Faits : Une entreprise de plus de 50 salariés licencie plusieurs personnes sans mettre en place de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).
>
> **➞ Décision : La Cour de cassation juge que le licenciement est nul en l'absence de PSE obligatoire.**
>
> 🧠 À retenir : Le non-respect des procédures collectives entraîne la nullité du licenciement.



• 2. Requalification d'un contrat à durée déterminée (CDD) en CDI

> 🗓️ Soc. 12 mars 2014, n° 12-28.141
>
> ➞ Faits : Une salariée enchaîne plusieurs CDD sans respecter les délais entre chaque contrat.
>
> **➞ Décision : Le contrat est requalifié en CDI.**
>
> 🧠 À retenir : L'abus du recours au CDD est sanctionné.



• **3. Temps de trajet = temps de travail effectif**

> 🗓️ CJUE, 10 septembre 2015, aff. C-266/14 (affaire Tyco)
>
> ➞ Faits : Des salariés itinérants réclament que leur temps de déplacement entre leur domicile et leur premier client soit compté comme temps de travail.
>
> ➞ **Décision : La CJUE reconnaît que ce temps est du temps de travail effectif.**
>
> 🧠 À retenir : Cela a des conséquences sur le calcul des heures, des repos et des rémunérations.



• **4. Charge de la preuve du harcèlement moral**

> 🗓️ Soc. 27 octobre 2004, n° 02-47.321
>
> ➞ Faits : Un salarié dénonce des faits de harcèlement.
>
> ➞ **Décision : Le salarié n'a pas à prouver le harcèlement, il doit apporter des éléments laissant supposer son existence, l'employeur doit ensuite se justifier.**
>
> 🧠 À retenir : C'est un aménagement de la charge de la preuve, favorable au salarié.



• **5. Égalité de rémunération entre hommes et femmes**

> 🗓️ CJCE, 8 avril 1976, affaire Defrenne II
>
> ➞ Faits : Une hôtesse de l'air est moins payée que ses collègues masculins pour les mêmes fonctions.
>
> ➞ **Décision : La Cour affirme le principe d'égalité salariale, applicable directement dans les États membres.**

> 🧠 À retenir : La CJUE impose ce principe à toutes les entreprises européennes.



Quelle décision la CJUE a-t-elle prise concernant le temps de trajet des salariés itinérants ?

Bonnes réponses

- Temps de travail effectif

Mauvaises réponses

- Temps de repos
- Temps de déplacement

Reconnaissance du temps de trajet comme travail

> La CJUE a statué que le temps de trajet des salariés itinérants, entre leur domicile et leur premier client, doit être considéré comme du temps de travail effectif. Cette décision a des implications importantes sur le calcul des heures de travail, des périodes de repos et des rémunérations, soulignant ainsi l'importance de prendre en compte tous les aspects du temps de travail dans le cadre des relations professionnelles.

Quelle conséquence a la requalification d'un CDD en CDI pour l'employeur ?

Bonnes réponses

- Sanction pour abus

Mauvaises réponses

- Augmentation de la productivité
- Réduction des coûts

Conséquences de la requalification d'un CDD en CDI

> La requalification d'un CDD en CDI entraîne pour l'employeur une obligation de respecter les droits liés à un contrat à durée indéterminée. Cela inclut des responsabilités accrues en matière de licenciement, de préavis et d'indemnités. De plus, cette requalification peut être perçue comme une sanction pour abus, soulignant l'importance de respecter les règles encadrant les contrats de travail temporaires.

Quel principe la CJCE a-t-elle affirmé dans l'affaire Defrenne II ?

Bonnes réponses

- Égalité salariale

Mauvaises réponses

- Égalité des conditions de travail
- Égalité des droits sociaux

Principes de l'égalité salariale en Europe

> L'affaire Defrenne II a mis en lumière l'importance de l'égalité salariale entre hommes et femmes dans le cadre de l'emploi. La CJCE a affirmé que toute discrimination salariale fondée sur le sexe est inacceptable. Cette décision s'inscrit dans un cadre plus large de protection des droits des travailleurs, où l'égalité de traitement est essentielle pour garantir des conditions de travail justes et équitables.

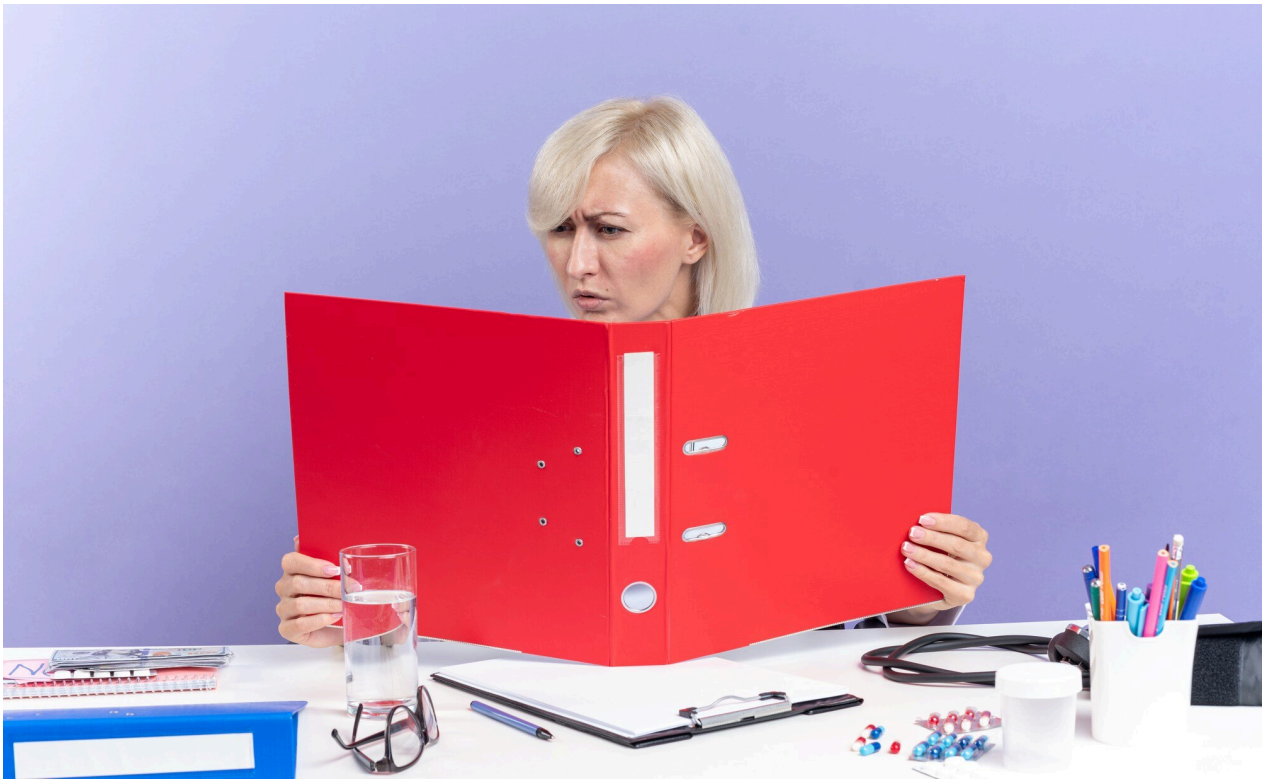
Conclusion sur la jurisprudence

La jurisprudence permet **d'interpréter** la loi, de combler ses **lacunes** , et d'unifier **l'application** du droit. Elle ne crée pas la loi, mais peut **influencer** son évolution.

Elle est surtout produite par la Cour de cassation (chambre sociale).

🎓 En tant que futur(e) assistant(e) ressources humaines, savoir repérer et comprendre la jurisprudence vous permettra de sécuriser les pratiques, anticiper les risques, et mieux accompagner les employeurs et les salariés dans leurs droits et obligations.

Principes généraux et articulation du droit



Un exemple concret pour comprendre les "principes du droit"

> Imaginez une entreprise où deux salariés, Jean et Marie, exercent exactement le même poste, avec les mêmes compétences et la même ancienneté. Pourtant, Jean est rémunéré 10 % de plus.
>
> Ce cas illustre le principe général du droit à un traitement équitable, qui impose de traiter de manière identique les personnes placées dans des situations équivalentes.
>
> Même si ce principe n'est pas toujours explicitement formulé dans une loi, il a une valeur juridique reconnue, permettant au juge d'ordonner une mise en conformité.
>
> Dans le droit du travail, ce principe est notamment reconnu à l'article L2253-3 du Code du travail, qui garantit l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.
>
> ➕ Ces principes généraux du droit jouent un rôle clé pour garantir la justice, même en l'absence de règles précises.



Pourquoi un juge peut-il ordonner une mise en conformité sans texte explicite ?

Bonnes réponses

- Principe de traitement équitable

Mauvaises réponses

- Principe de hiérarchie des normes
- Principe de liberté contractuelle

Importance du traitement équitable dans le droit

> Le principe de traitement équitable est fondamental en droit, car il garantit que des individus dans des situations similaires soient traités de manière identique. Dans le cas de Jean et Marie, la différence de rémunération de 10 % soulève une question d'équité. Même sans texte explicite, ce principe permet à un juge d'intervenir pour assurer la conformité avec les normes de justice, comme l'égalité de rémunération entre les sexes.

Comment les principes généraux du droit garantissent-ils la justice ?

Bonnes réponses

- En imposant l'équité

Mauvaises réponses

- En favorisant la compétition
- En récompensant l'ancienneté

L'importance de l'équité dans le droit

> Les principes généraux du droit, tels que le traitement équitable, sont essentiels pour assurer la justice. Dans le cas de Jean et Marie, la différence de rémunération illustre une inégalité qui peut être contestée. Ce principe, bien que non toujours écrit, est reconnu juridiquement et permet aux juges d'intervenir pour corriger les injustices, comme le stipule l'article L2253-3 du Code du travail sur l'égalité de rémunération.

Quels mots fondent ce principe ?

Jean et Marie ont droit à un **traitement équitable** , dans le respect de **l'égalité** et de la **justice** .

Les grands principes du droit applicable au travail

- ⚖️ **1. Principe de faveur**

> ➞ Lorsqu'il y a un conflit entre plusieurs normes (loi, convention collective, accord, contrat), **celle qui est la plus favorable au salarié s'applique**, sauf dans certains cas où la loi prévoit explicitement l'inverse.
>
> 🧩 *Exemple* : une convention collective peut prévoir une indemnité de licenciement supérieure à celle fixée par la loi.

- ⚖️ **2. Principe d'égalité de traitement**

> ➞ Les salariés placés dans des situations comparables doivent être traités de manière **équivalente** (en termes de rémunération, conditions de travail, accès à la formation, etc.).
> 📜 Repris notamment dans l'article L.2253-3 du Code du travail.
>
> 🧩 *Exemple* : un homme et une femme exerçant le même poste doivent percevoir une rémunération équivalente.

- ⚖️ **3. Principe de non-discrimination**

> ➞ **Aucune distinction** ne peut être faite entre les salariés en raison de l'origine, du sexe, de la religion, de l'orientation sexuelle, de l'âge, du handicap, etc.
>
> 🛑 Ce principe est renforcé par le Code du travail, le droit

> européen et les textes internationaux.
>
> 🧩 *Exemple* : refuser une promotion à une salariée en congé maternité est illégal.

- ⚖️ **4. Principe de sécurité juridique**

> ➞ Les règles doivent être **claires, stables et prévisibles** pour permettre aux salariés et aux employeurs de savoir ce qui est permis ou non.
>
> 🧩 *Exemple* : toute modification d'un contrat de travail doit être claire, justifiée et acceptée.

- ⚖️ **5. Principe de loyauté**

> ➞ L'employeur et le salarié doivent se comporter loyalement l'un envers l'autre, en respectant la **bonne foi** dans l'exécution du contrat.
>
> 🧩 *Exemple* : un salarié ne peut pas travailler pour un concurrent pendant ses heures de travail, et un employeur ne peut pas tromper un salarié sur les missions confiées.

- ⚖️ **6. Principe du contradictoire (ou droit à la défense)**

> ➞ Avant toute sanction disciplinaire ou licenciement, le salarié doit être informé et avoir la possibilité de **présenter ses arguments.**
>
> 🧩 *Exemple* : entretien préalable obligatoire avant un licenciement.

- ⚖️ **7. Principe de proportionnalité des sanctions**

> ➞ Une sanction disciplinaire doit être **proportionnée à la faute commise.**
>
> 🧩 *Exemple* : un simple retard ne peut justifier un licenciement sans avertissement préalable.

- ⚖️ **8. Principe de protection du salarié**

> ➞ Le droit du travail vise à compenser l'inégalité entre l'employeur (pouvoir) et le salarié (soumission au lien de subordination), en instaurant des règles **protectrices** pour ce dernier.
>
> 🧩 *Exemple* : protection contre le licenciement abusif, droit au repos, droit à la santé au travail.

Quelle sanction est prévue pour un retard mineur au travail ?

Bonnes réponses

- Avertissement

Mauvaises réponses

- Licenciement immédiat
- Suspension sans solde

Sanction appropriée pour un retard au travail

> Dans le cadre du droit du travail, il est essentiel que les sanctions soient proportionnelles aux fautes commises. Un retard mineur ne justifie pas une sanction sévère comme le licenciement. Ainsi, un avertissement est souvent la sanction appropriée, permettant de rappeler au salarié ses obligations sans recourir à des mesures extrêmes, respectant ainsi le principe de proportionnalité des sanctions.

Comment un employeur doit-il agir pour modifier un contrat de travail ?

Bonnes réponses

- De manière justifiée et acceptée

Mauvaises réponses

- De manière unilatérale et rapide
- De manière imprévisible et ambiguë

Modification du contrat de travail : règles à respecter

> Pour modifier un contrat de travail, l'employeur doit agir de manière justifiée et acceptée par le salarié. Cela implique que toute modification soit clairement expliquée et que le salarié donne son accord. Ce principe s'inscrit dans le cadre de la sécurité juridique, garantissant que les règles soient claires et prévisibles pour les deux parties, afin d'éviter toute ambiguïté ou conflit.

Quel principe empêche la discrimination au travail ?

Bonnes réponses

- Principe de non-discrimination

Mauvaises réponses

- Principe de sécurité juridique
- Principe de proportionnalité des sanctions

Égalité et respect des droits au travail

> Le principe de non-discrimination est fondamental dans le droit du travail. Il garantit que tous les salariés, indépendamment de leur origine, sexe ou autres caractéristiques, doivent être traités de manière équitable. Ce principe est renforcé par des textes législatifs et internationaux, assurant ainsi un environnement de travail juste et respectueux. Il vise à prévenir toute forme de traitement inégal au sein de l'entreprise.

Quelle est la conséquence d'une indemnité supérieure fixée par une convention collective ?

Bonnes réponses

- Elle s'applique

Mauvaises réponses

- Elle est ignorée
- Elle est réduite

Application des conventions collectives au bénéfice des salariés

> Lorsqu'une convention collective fixe une indemnité supérieure à celle prévue par la loi, cette indemnité s'applique automatiquement. Cela illustre le principe de faveur, qui stipule que, en cas de conflit entre plusieurs normes, la norme la plus avantageuse pour le salarié doit être retenue. Ainsi, les conventions collectives jouent un rôle essentiel dans la protection des droits des travailleurs en offrant des conditions plus favorables.

Quel principe justifie une rémunération équivalente pour un même poste ?

Bonnes réponses

- Principe d'égalité de traitement

Mauvaises réponses

- Principe de sécurité juridique
- Principe de protection du salarié

Rémunération équivalente pour des postes similaires

> Le principe d'égalité de traitement stipule que les salariés dans des situations comparables doivent recevoir une rémunération équivalente. Cela inclut des aspects tels que les conditions de travail et l'accès à la formation. Ce principe est inscrit dans le Code du travail et vise à garantir une justice salariale, évitant ainsi toute forme de discrimination entre les employés exerçant des fonctions similaires.

À quel principe cela correspond-il ?

• **Égalité de traitement**

> Deux salariés au même poste sont payés différemment

• **Droit à la défense (principe du contradictoire)**

> Un salarié est licencié sans avoir été convoqué

• **Principe de faveur**

> Une règle de convention collective est plus avantageuse que la loi

• **Principe de non-discrimination**

> Un employé handicapé est écarté d'une formation

• **Sécurité juridique**

> L'employeur modifie unilatéralement le contrat sans accord

• **Proportionnalité des sanctions**

> Une entreprise impose une sanction lourde pour une erreur mineure

• **Loyauté**

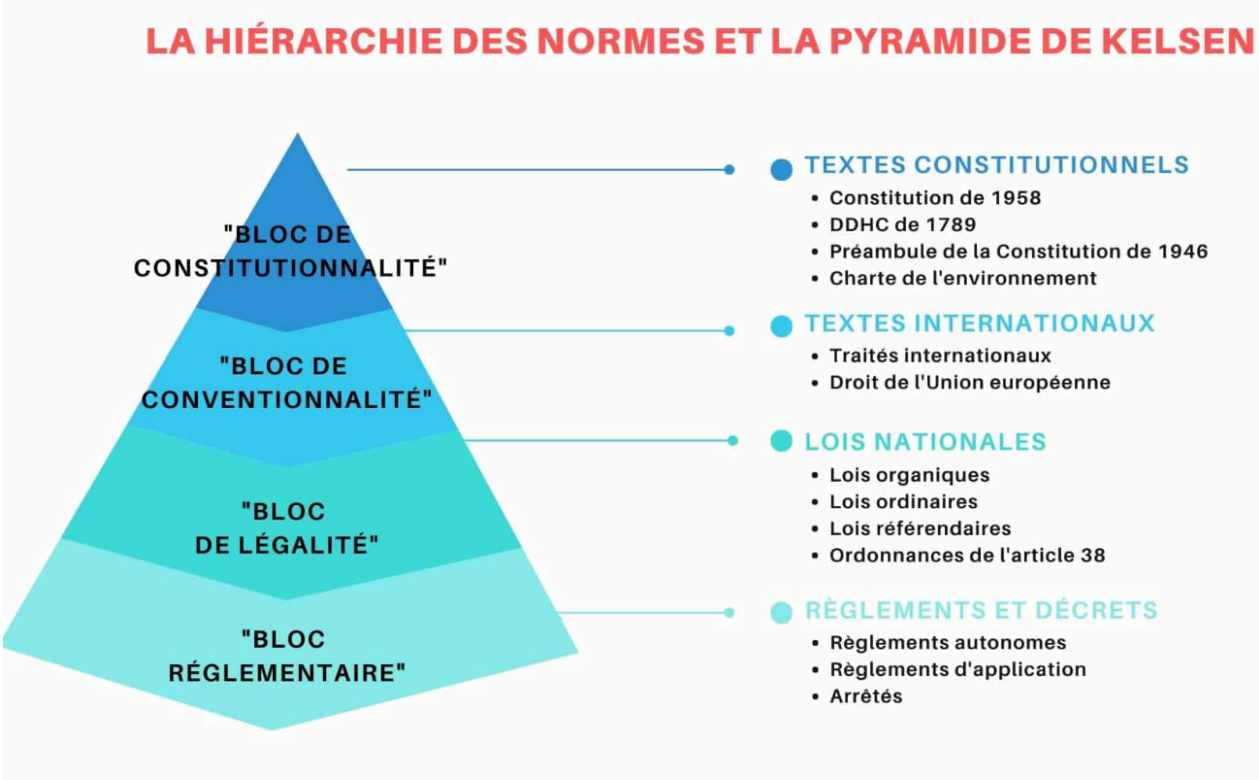
> Le salarié travaille pour un concurrent sans prévenir

• **Protection du salarié**

> Un salarié malade est licencié pour cause de maladie

La hiérarchie des normes

> Trois grands niveaux de droit :
>
> 🔹 Le droit international regroupe les traités et conventions ratifiés par la France (ex. conventions de l'OIT).
> 🔹 Le droit européen comprend les règlements (applicables directement) et les directives (à transposer en droit national).
> 🔹 Le droit national regroupe l'ensemble des textes français : Constitution, lois, règlements, conventions collectives, etc.
>
> ➞ En cas de conflit, les normes internationales et européennes priment sur les normes nationales (art. 55 de la Constitution).



1. Constitution de 1958



2. Traité de l'UE



3. Code du travail



4. Règlement d'application du SMIC



Quel article de la Constitution mentionne la primauté du droit international ?

Bonnes réponses

- Article 55

Mauvaises réponses

- Article 49
- Article 89

Primauté du droit international en France

> L'article 55 de la Constitution de 1958 établit que les traités et accords internationaux ratifiés ont une valeur supérieure aux lois nationales. Cela signifie que, en cas de conflit entre une norme internationale et une norme nationale, la norme internationale prévaut. Cette hiérarchie des normes garantit que les engagements internationaux de la France sont respectés et intégrés dans le système juridique national.

Exemples concrets d'articulation entre les trois grands niveaux de droit (international, européen, national) dans le cadre du droit du travail

- ⚖️ **1. Droit international vs droit national**

> **Exemple** : Convention n°158 de l'OIT sur le licenciement
> Principe international : La Convention n°158 de l'OIT, ratifiée par la France, impose qu'un salarié ne soit licencié que pour un motif valable.

> **Application nationale** : Dans les années 2000, le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) permettait une période de 2 ans de rupture sans motif.
>
> **Décision** (Soc. 1er juillet 2008) : La Cour de cassation a annulé un licenciement fondé sur un CNE car il violait la convention de l'OIT, supérieure à la loi française.
>
> ✅ ***À retenir : Une convention internationale peut invalider une disposition légale nationale.***



- EU **2. Droit européen vs droit national**

> **Exemple** : Droit aux congés payés pendant un arrêt maladie (CJUE, 2009 à 2023)
>
> **Principe européen** : La directive 2003/88/CE sur le temps de travail garantit au moins 4 semaines de congés payés annuels, même en cas d'arrêt maladie.
>
> **Situation nationale** (avant 2023) : En France, un salarié en arrêt pour maladie non professionnelle n'acquérait pas de congés payés.
>
> **Jurisprudence CJUE + réforme 2024** : La CJUE a jugé cette disposition française contraire au droit européen. La loi française a été modifiée début 2024 pour permettre l'acquisition de congés pendant l'arrêt maladie.
>
> ✅ ***À retenir : Le droit européen s'impose et oblige l'État français à modifier ses lois.***



- FR **3. Droit national : loi vs règlement**

> **Exemple** : Durée maximale quotidienne de travail
> La loi (Code du travail, art. L. 3121-18) fixe une durée maximale de travail quotidien à 10 heures.
>
> Un **décret** avait tenté d'autoriser une durée supérieure dans certains cas sans passer par une loi ou un accord conforme.

> Le **Conseil d'État** a annulé ce décret car un règlement ne peut pas déroger à une loi sauf si la loi l'autorise expressément.
>
> ✅ ***À retenir : La loi prime sur le règlement en cas de contradiction.***



Quel principe la CJUE a-t-elle affirmé concernant les congés et l'arrêt maladie ?

Bonnes réponses

- Droit aux congés payés pendant un arrêt maladie

Mauvaises réponses

- Droit aux congés payés après un licenciement
- Droit aux congés payés pendant un congé parental

Droit aux congés pendant un arrêt maladie

> La CJUE a affirmé que les salariés ont droit à des congés payés même en cas d'arrêt maladie, conformément à la directive 2003/88/CE. Avant 2023, la législation française ne permettait pas l'acquisition de congés durant un arrêt pour maladie non professionnelle. Suite à une décision de la CJUE, la loi française a été modifiée en 2024 pour respecter ce principe européen, illustrant l'articulation entre droit européen et national.

Pourquoi un décret peut-il être annulé par le Conseil d'État ?

Bonnes réponses

- S'il contredit une loi sans y être autorisé

Mauvaises réponses

- S'il est jugé inutile
- S'il est mal rédigé

Règles de hiérarchie entre loi et décret

> Un décret peut être annulé par le Conseil d'État s'il contredit une loi sans y être expressément autorisé. Cela s'inscrit dans le principe de hiérarchie des normes, où la loi prime sur le règlement. Par exemple, un décret ne peut pas établir des conditions de travail qui seraient moins favorables que celles prévues par le Code du travail, garantissant ainsi la protection des droits des salariés.

Associations

Niveau de droit / Exemple concret / Conséquence
Droit international (OIT) / Licenciement sans motif (Contrat nouvelle embauche) / La convention OIT prime sur la loi
Droit européen (CJUE) / Congés payés acquis pendant un arrêt maladie / La directive européenne s'impose à la France
Droit national (France) / Décret contredisant la durée légale du travail / La loi nationale prime sur le règlement

Classement hiérarchique des normes

- **Constitution française**
- **Droit international (conventions de l'OIT)**
- **Droit européen (directives, règlements)**
- **Loi nationale (Code du travail)**
- **Règlement (décret, arrêté)**